

VAUCLUSE
le SUD des POSSIBLES

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
DES SERVICES**

2021



ÉDITORIAL DE LA PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT



Agir pour les Vauclusiens

Le Conseil départemental est la collectivité des solidarités, mais c'est avant tout la collectivité de la proximité. Nous intervenons dans de nombreux domaines de la vie quotidienne des Vauclusiennes et des Vauclusiens et l'action du Département est visible sur l'ensemble du territoire.

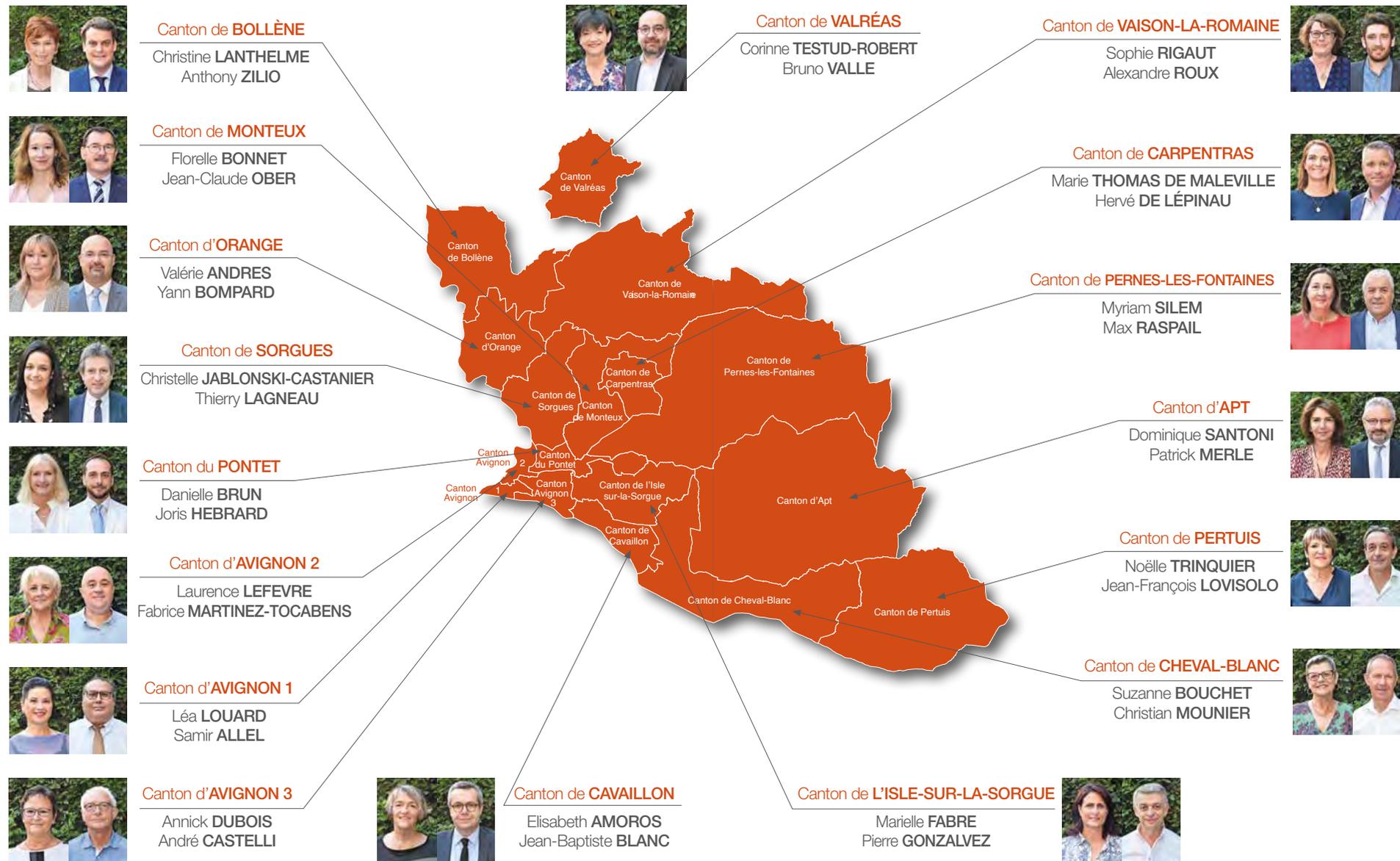
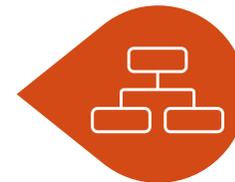
En 2021, comme les années précédentes, nous avons donc connu une activité intense. De nombreux chantiers, souvent d'importance, ont été lancés ou achevés. Je songe aux réhabilitations de collèges, aux aménagements routiers, au développement des véloroutes. Mais je pense également à la poursuite de nos politiques publiques en matière de santé et de solidarité, de soutien à l'agriculture et à l'alimentation ou encore à l'accompagnement des acteurs de la culture qui contribuent tant au développement économique de notre territoire.

En 2021, nous avons également connu des élections, qui ont conduit à un renouvellement de la gouvernance de notre institution. Si la majorité est restée de la même sensibilité politique que sous le mandat précédent, c'est une équipe renouvelée avec laquelle je préside aujourd'hui le Département. Dès la rentrée de septembre 2021, nous avons placé ce nouveau mandat sous le signe de l'investissement. Grâce à la bonne gestion menée entre 2015 et 2021, nous avons en effet dégagé des marges financières qui nous ont permis dès 2021 d'accentuer nos efforts en matière d'investissement avec un seul objectif : soutenir le développement de notre territoire.

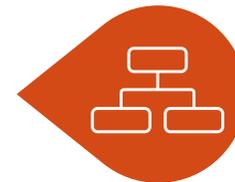
Je suis fière du travail accompli en 2021 par les agents du Département car c'est grâce à la qualité de ce travail et à l'implication des agents comme des élus que nous préparons ensemble un meilleur avenir pour le Vaucluse.

Dominique Santoni
Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE



LES 9 COMMISSIONS THÉMATIQUES



COMMISSION AMÉNAGEMENT-ROUTES-TRAVAUX-SÉCURITÉ

Président

Thierry LAGNEAU

Membres

Corinne TESTUD - ROBERT
Patrick MERLE
Jean-François LOVISOLO
Max RASPAIL
Jean-Claude OBER
Samir ALLEL
Anthony ZILIO
Yann BOMPARD

COMMISSION CULTURE-CULTURE PROVENÇALE - PATRIMOINE

Présidente

Elisabeth AMOROS

Membres

Bruno VALLE
Patrick MERLE
Sophie RIGAUT
André CASTELLI
Danielle BRUN
Samir ALLEL
Christine LANTHELME
Valérie ANDRES

COMMISSION AGRICULTURE-EAU-ALIMENTATION

Président

Christian MOUNIER

Membres

Christelle JABLONSKI-CASTANIER
Marielle FABRE
Alexandre ROUX
Jean-François LOVISOLO
Hervé DE LEPINAU
Léa LOUARD
Christine LANTHELME
Yann BOMPARD

COMMISSION HABITAT

Présidente

Corinne TESTUD-ROBERT

Membres

Jean-Baptiste BLANC
Christelle JABLONSKI - CASTANIER
Annick DUBOIS
Myriam SILEM
Danielle BRUN
Samir ALLEL
Anthony ZILIO
Valérie ANDRES

COMMISSION ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Président

Pierre GONZALVEZ

Membres

Christian MOUNIER
Bruno VALLE
Laurence LEFEVRE
Myriam SILEM
Jean-Claude OBER
Léa LOUARD
Anthony ZILIO
Valérie ANDRES

COMMISSION ENFANCE-SOLIDARITÉS-HANDICAP

Présidente

Suzanne BOUCHET

Membres

Corinne TESTUD - ROBERT
Elisabeth AMOROS
Laurence LEFEVRE
Noelle TRINQUIER
Marie THOMAS DE MALEVILLE
Léa LOUARD
Christine LANTHELME
Valérie ANDRES

COMMISSION ENVIRONNEMENT-INSERTION / JEUNESSE-TRÈS HAUT DÉBIT

Président

Patrick MERLE

Membres

Marielle FABRE
Christian MOUNIER
Fabrice MARTINEZ - TOCABENS
Annick DUBOIS
Joris HEBRARD
Léa LOUARD
Christine LANTHELME
Valérie ANDRES

COMMISSION SPORT-VIE ASSOCIATIVE-COLLÈGES

Présidente

Christelle JABLONSKI-CASTANIER

Membres

Elisabeth AMOROS
Bruno VALLE
Noelle TRINQUIER
André CASTELLI
Marie THOMAS DE MALEVILLE
Samir ALLEL
Anthony ZILIO
Yann BOMPARD

COMMISSION FINANCES - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Présidente

Dominique SANTONI

Membres

Jean-Baptiste BLANC
Thierry LAGNEAU
Sophie RIGAUT
Jean-François LOVISOLO
Florelle BONNET
Samir ALLEL
Anthony ZILIO
Yann BOMPARD



LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DU DÉPARTEMENT



2021, année des transitions

A l'occasion du renouvellement de son Assemblée, échéance majeure de la vie de l'institution départementale, le Vaucluse a vu pour la première fois de son histoire une femme accéder à la Présidence ; entre le départ en retraite d'un directeur général fin juin et la prise de fonction de son successeur début décembre, 6 mois d'intérim font aussi de 2021 l'année de trois directeurs généraux : c'est-dire si, sur fond de poursuite de la crise sanitaire, ce fut une année de changements.

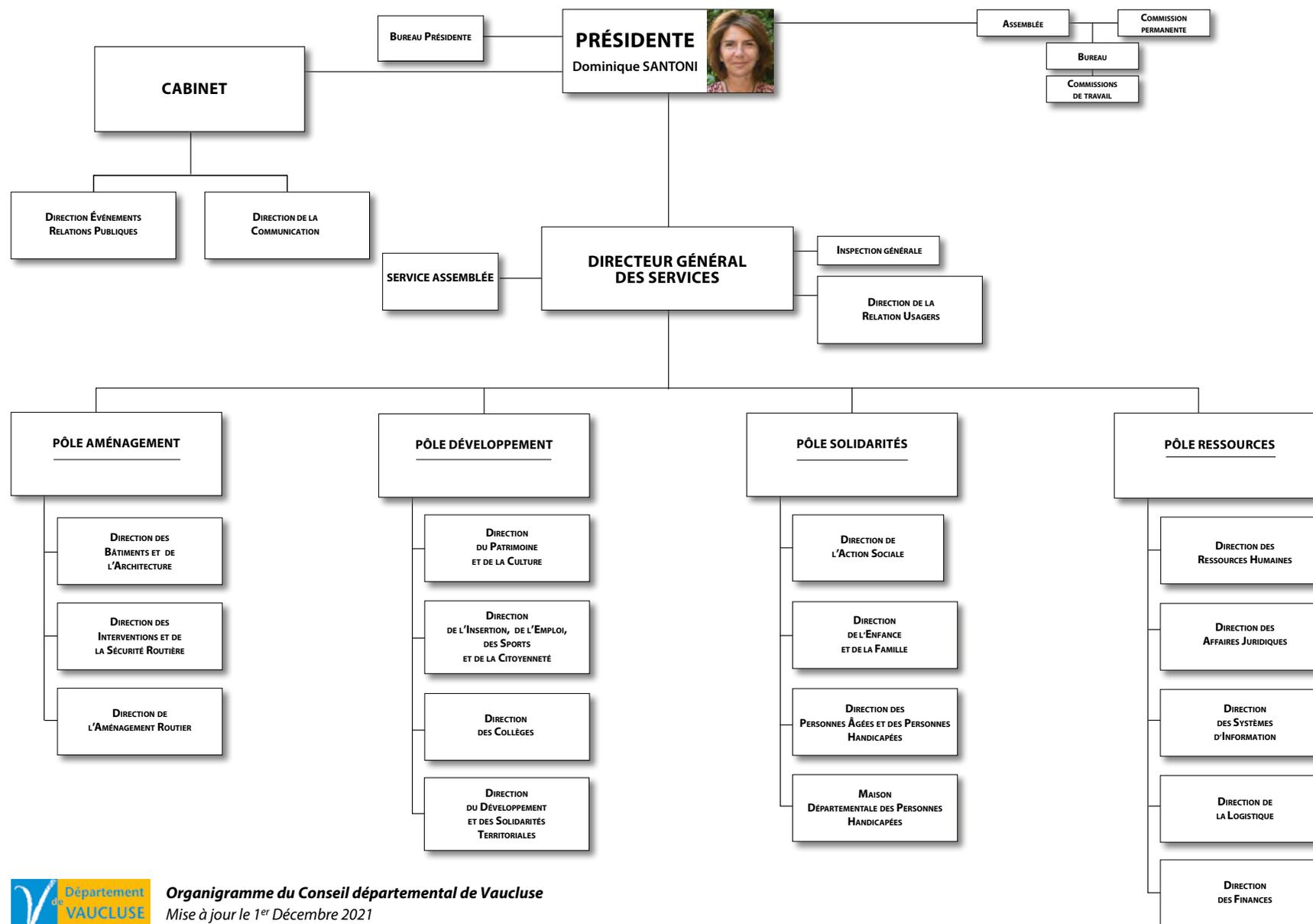
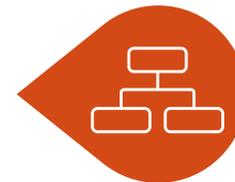
Le renouvellement du Conseil et de l'Exécutif ont apporté quelques ajustements à l'organisation, en particulier avec la reconstitution d'un Bureau et d'un Cabinet de la Présidente ; quant aux orientations de fond, « Investir » est le mot d'ordre du mandat depuis la publication, début septembre, de la feuille de route 2021-2028 ; elle identifie les projets structurants qui, en maîtrise d'ouvrage départementale, dans le cadre de chantiers délégués ou en appui aux collectivités du bloc communal, contribueront à renforcer l'attractivité du Vaucluse.

Tout au long de l'année, les projets lancés auparavant ont continué à s'ancrer dans la réalité et les objectifs initiaux ont été tenus, en matière de : réhabilitation et de modernisation des collèges, déploiement de la fibre optique, amélioration de la performance énergétique des bâtiments et des logements, renforcement des actions de retour vers l'emploi pour les bénéficiaires de la politique d'insertion, déploiement d'un nouveau logiciel interne de gestion du temps de travail...

Les pages qui suivent permettent précisément d'entrer dans le détail des activités de 2021 mais aussi de mesurer la détermination des équipes du Département à s'engager dès 2022, au titre du nouveau PPI, dans les projets voulus par la nouvelle Assemblée et par la Présidente pour contribuer à dessiner au quotidien et durablement le Vaucluse de demain.

François Monin
Directeur général des services

ORGANIGRAMME DES SERVICES



SOMMAIRE



LE VAUCLUSE EN CHIFFRES

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL EN CHIFFRES

- Effectifs
- Bénéficiaires APA, PCH, RSA
- Compte administratif 2021

CABINET DE LA PRÉSIDENTE

- Direction des événements et des relations publiques
- Direction de la communication

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

- Inspection générale
- Service assemblée
- Direction de la relation usagers

PÔLE RESSOURCES

- Direction des ressources humaines
- Direction des affaires juridiques
- Direction des systèmes d'information
- Direction de la logistique
- Direction des finances

PÔLE AMÉNAGEMENT

- Mission gestion des risques et déplacements
- Service immobilier
- Direction des bâtiments et de l'architecture
- Direction des interventions et de la sécurité routière
- Direction de l'aménagement routier - carte du réseau routier départemental

PÔLE DÉVELOPPEMENT

- Direction du patrimoine et de la culture
- Direction de l'insertion, de l'emploi, des sports et de la citoyenneté
- Direction des collèges - carte des collèges
- Direction du développement et des solidarités territoriales

PÔLE SOLIDARITÉS

- Direction de l'action sociale - carte des EDeS
- Direction de l'enfance et de la famille
- Direction des personnes âgées et des personnes handicapées
- Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)

LE VAUCLUSE EN CHIFFRES



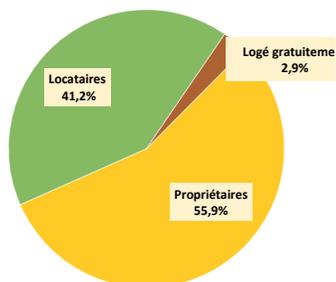
561 469 habitants
Population légale - Source INSEE 2019

73,4% d'actifs de 15 à 64 ans
Source INSEE 2019

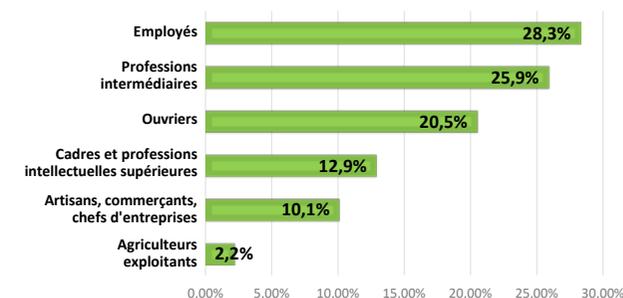
9,6% de chômage
Source INSEE 4^{ème} TR 2021

151 communes dont 78 communes rurales

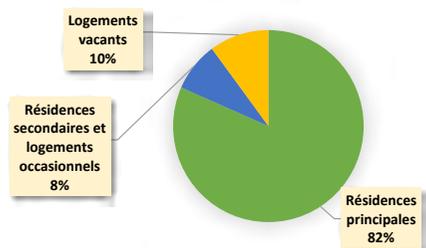
Résidences principales selon le statut d'occupation
Source INSEE 2019



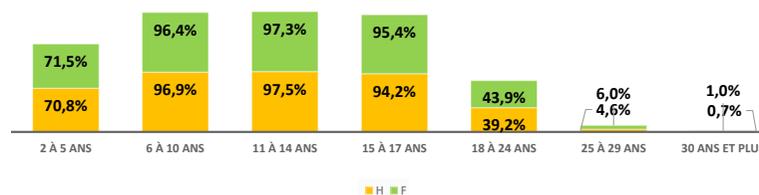
Emplois par catégorie socio-professionnelle
Source INSEE 2019



Catégories et types de logements
Source INSEE 2019



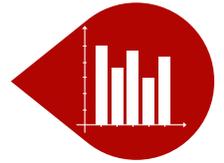
Scolarisation selon l'âge et le sexe
Source INSEE 2019



Population par sexe et tranches d'âge
Source INSEE 2019

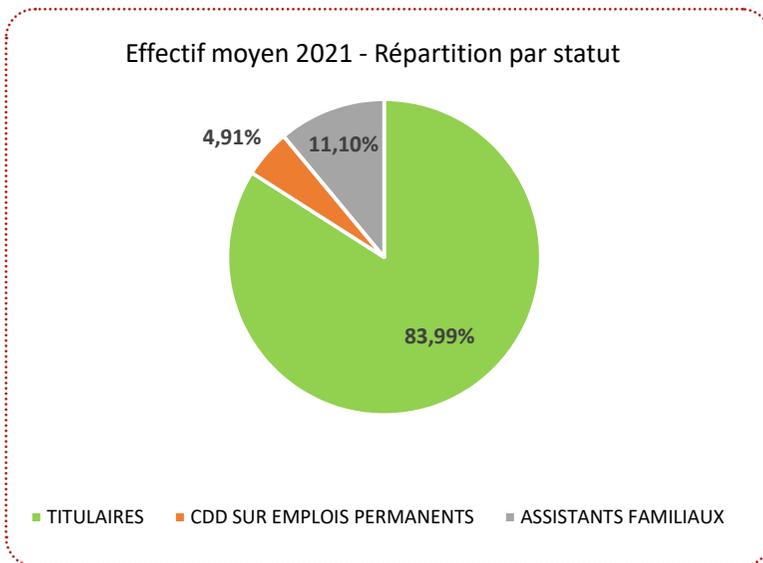
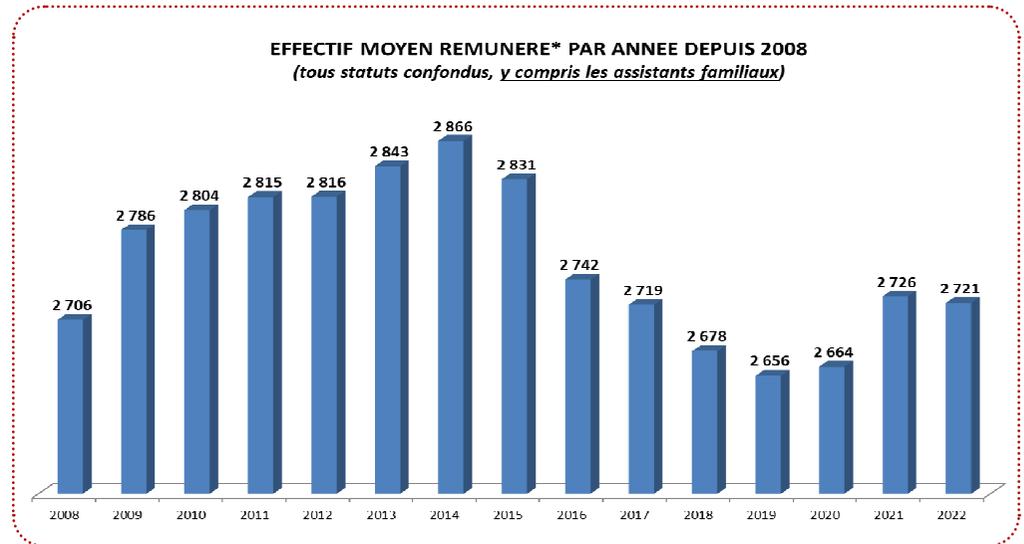


LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL EN CHIFFRES

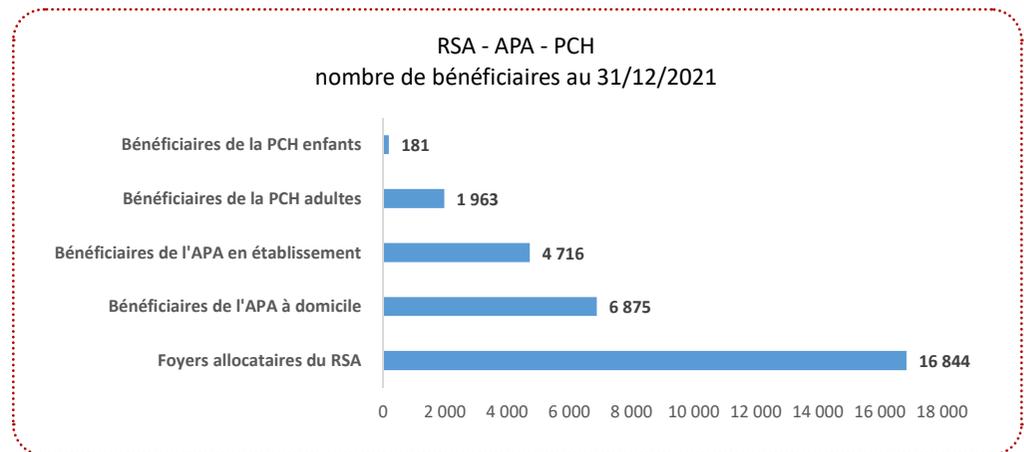


EFFECTIFS 2021

- **2 742 agents**
titulaires et contractuels permanents et non permanents, y compris assistants familiaux au 31/12/2021
- **1 962 femmes**
dont la moyenne d'âge est de 49 ans
- **780 hommes**
dont la moyenne d'âge est de 50 ans



BÉNÉFICIAIRES RSA, APA, PCH



COMPTES ADMINISTRATIF 2021

Informations financières - ratios - Source CA	2021
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	952,4 €
Recettes réelles de fonctionnement par habitant	1 171,2 €
Dépenses d'équipement brut par habitant	203,6 €
Encours de la dette au 31/12 par habitant	321,3 €
Dotation globale de fonctionnement par habitant	137,5 €
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	24,0%
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	86,0%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	17,4%
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	27,4%
Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement	18,5%
Population totale y compris résidences secondaires <i>source fiche DGF année N</i>	583 193

Répartition des dépenses de gestion (fonctionnement-intérêts de la dette) en M€ Source rapport CA	2021
Travaux entretien bâtiments	1,6
Transports des élèves handicapés	2,2
Entretien voirie	6,6
Collèges (dotation fonctionnement collèges publics et privés)	9,3
Péréquation DMTO	14,2
Subventions (hors social et Insertion)	11,8
Autres	25,8
Contribution SDIS (hors prime de feu)	34,0
Insertion (y compris subventions)	117,4
Personnel	132,0
Aide sociale (y compris subventions)	196,0
TOTAL	550,9

CA en M€ - Source rapport CA	2021
Dépenses réelles d'investissement (dépenses d'équipement + remboursement en capital de la dette)	147,5
Dépenses réelles de fonctionnement (dépenses de gestion + intérêts de la dette)	553,9
Recettes réelles d'investissement (recettes d'équipement + produit des emprunts)	38,8
Recettes réelles de fonctionnement	680,3

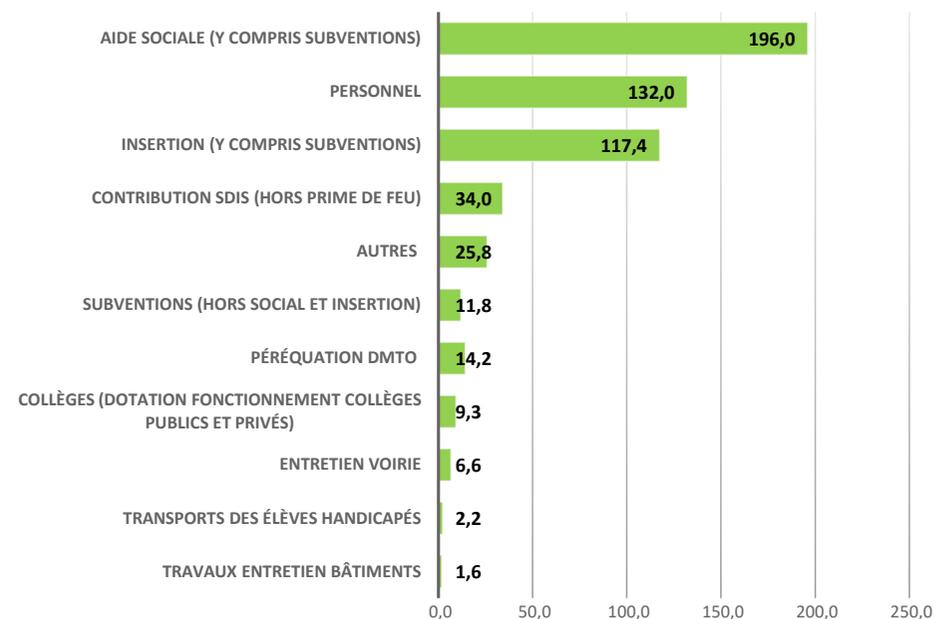
SDIS 84

- **34 M€** de contribution au financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Vaucluse

DETTE

- Remboursement en capital **28,8 M€**
- Intérêts **3,0 M€**

Dépenses de gestion 2021 en M€

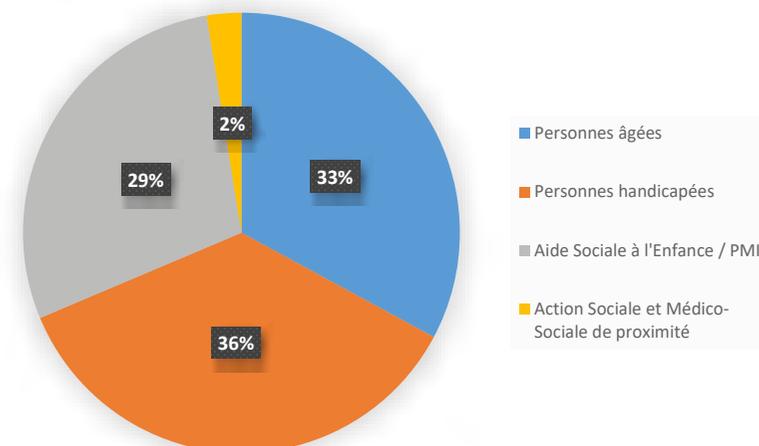


Dépenses de gestion : Aide sociale subventions incluses (hors Insertion) en M€ - Source rapport CA	2021
Personnes âgées	64,4
Personnes handicapées	70,2
Aide Sociale à l'Enfance / Protection Maternelle Infantile	56,4
Action Sociale et Médico-Sociale de proximité	5,0
TOTAL	196,0

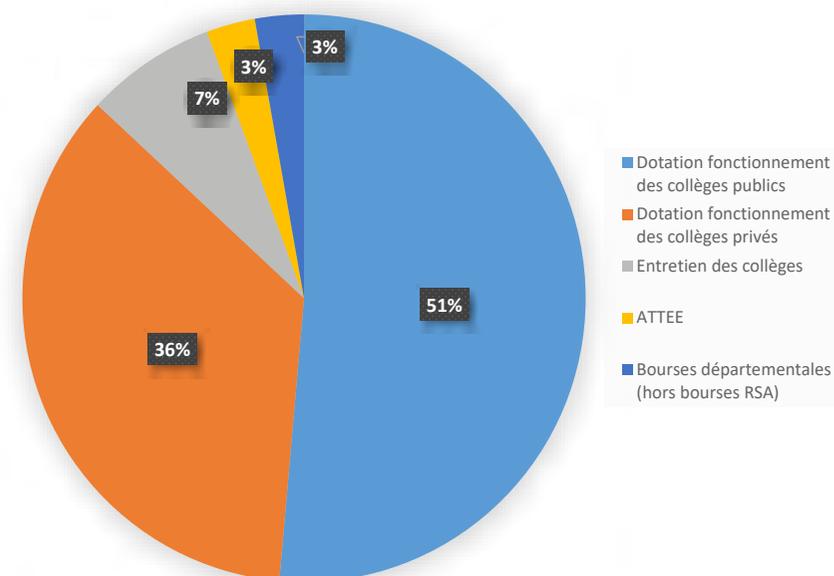
Dépenses de gestion : Insertion subventions incluses en M€ <i>Source rapport CA</i>	2021
Allocations RSA	109,8
Autres dépenses d'Insertion	7,6
TOTAL	117,4

Dépenses consacrées aux collèges (dotation de fonctionnement, entretien...) en M€ - Source rapport CA	2021
Dotation fonctionnement des collèges publics	5,5
Dotation fonctionnement des collèges privés	3,8
Entretien des collèges	0,8
ATTEE	0,3
Bourses départementales (hors bourses RSA)	0,3
Autres	0,9
TOTAL	11,6

Répartition des dépenses Aide sociale (hors Insertion) - 2021



Dépenses consacrées aux collèges - 2021





CABINET DE LA PRÉSIDENTE

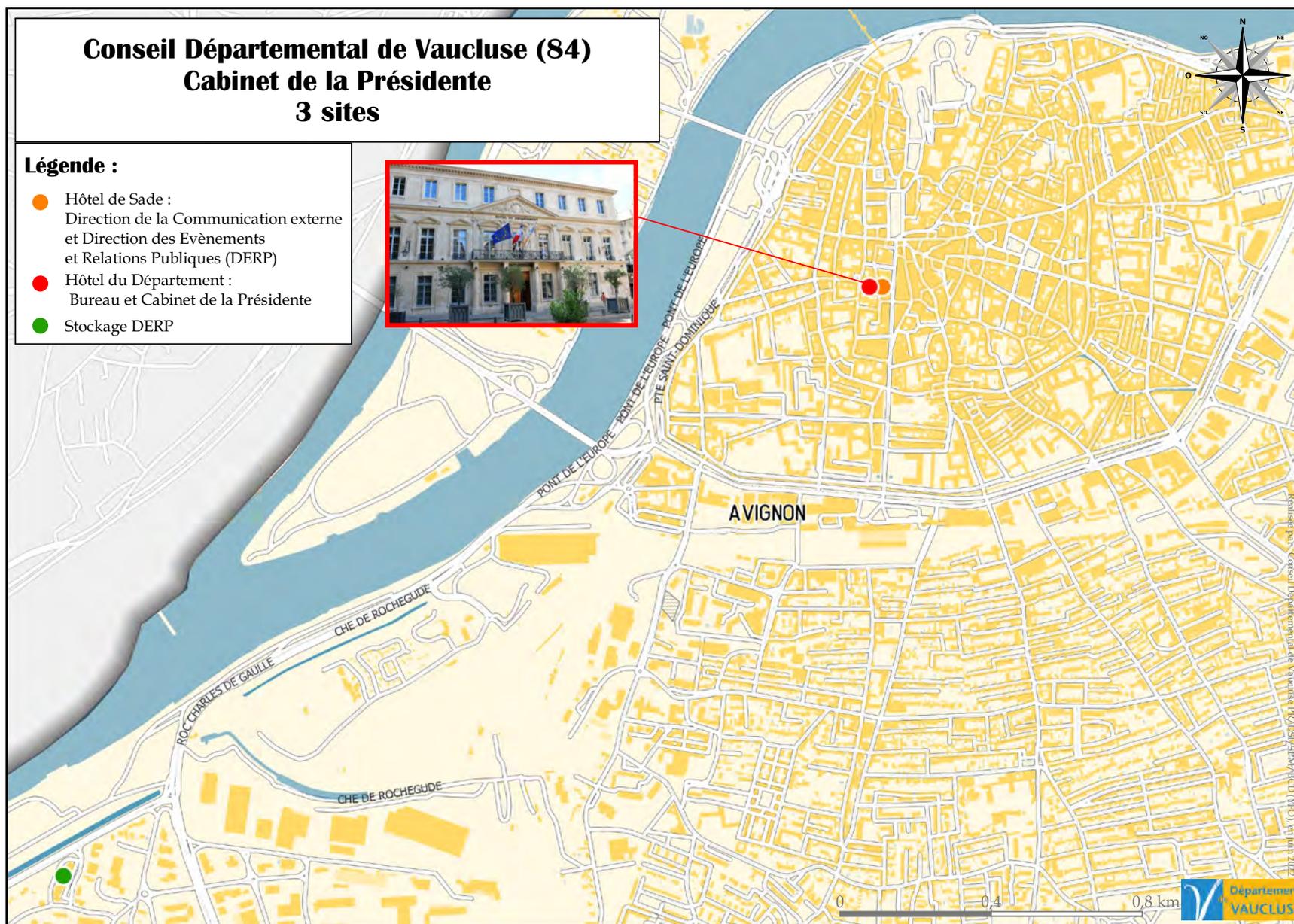
60
AGENTS

Suite aux élections départementales de juin 2021, le cabinet de la Présidente a été mis en place le 1^{er} décembre 2021. Il remplace ainsi le pôle Présidence et Assemblée. Les activités du cabinet, centrées sur le projet politique, sont notamment d'assister et de conseiller la Présidente et les élus dans la définition et la mise en œuvre des orientations politiques de la collectivité ; d'organiser ses audiences, ses interventions et ses déplacements ; d'assurer les relations avec les conseillers départementaux, les groupes d'élus, les autres institutions, les relations publiques ; de gérer le courrier réservé et les interventions ; de piloter la communication institutionnelle.

Il comprend deux directions :

- la Direction des événements et des relations publiques ;
- la Direction de la communication.

LOCALISATION DES SITES



22
AGENTS

DIRECTION DES ÉVÉNEMENTS ET DES RELATIONS PUBLIQUES

La Direction des événements et des relations publiques a pour mission la gestion du protocole et des relations publiques, l'organisation des cérémonies officielles, la proposition de la planification et la gestion des manifestations prévues par le Conseil départemental sur l'ensemble du territoire.

MISSIONS

Pour conduire ses missions, la direction s'articule autour de 2 services.

- **Le Service logistique événementielle** gère la préparation et le suivi des manifestations en relation avec le Service protocole et relations publiques, assure la coordination des moyens humains et matériels nécessaires à l'organisation des manifestations du Conseil départemental. Il apporte un soutien logistique aux manifestations portées par la direction ou par une autre direction du Conseil départemental.
- **Le Service protocole et relations publiques** organise les manifestations publiques de l'Institution, assure le bon déroulement des réceptions et cérémonies dans le respect des règles protocolaires et républicaines, accompagne la Présidente ou son représentant dans ses déplacements officiels extérieurs et s'assure du bon déroulé de la manifestation et de la place protocolaire qui est due aux élu(e)s du Conseil départemental. Il a en charge les envois des cartons d'invitation, le suivi et la mise à jour des listes protocolaires.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



» Organisation de l'étape du Tour de France du Mont Ventoux

Le 7 juillet 2021, le Département a accueilli une étape du Tour de France - Sorgues à Malaucène -, avec la double ascension du Mont-Ventoux. Cette étape a nécessité la présence de la direction sur le Village Départ, le Village Arrivée, et l'espace Presse.

Afin de veiller au bon déroulement de cet événement, les Services du protocole et des relations publiques et de la logistique événementielle ont préparé et organisé cette journée :

- un travail de coordination a été mis en place avec notamment, Amaury Sport Organisation (ASO), les communes concernées, et les partenaires impliqués ;
- plus de 50 VIP qui se sont déplacés en bus ont pu suivre l'étape sur écran géant depuis le Ventoux et ont participé à la soirée VIP du 7 juillet ;
- tous les supports visuels, affiches, flyers, kits de communication ont été créés par la Cellule communication événementielle.



» Organisation de l'Arbre de Noël des enfants des agents du Département

La matinée récréative du Noël des enfants des agents s'est déroulée au cinéma Pathé Cap Sud.

La Direction événements et relations publiques a mis en place une organisation conforme aux règles sanitaires en vigueur avec le contrôle du pass sanitaire.

Tous les buffets ont été servis individuellement, à la pince, par les agents de la direction.

Des sens de circulation ont été mis en place pour l'accès au retrait des cadeaux, aux buffets, et aux séances photos...

Toutes les friandises ont été conditionnées en sachets individuels pour limiter les risques.

Le protocole sanitaire mis en place a fonctionné puisqu'aucun cluster n'a été déclaré après la manifestation.

» Organisation de « Terroirs en fête »

Annulée en 2020 en raison de la crise sanitaire, la manifestation « Terroirs en fête » s'est déroulée en 2021 dans de bonnes conditions grâce à l'implication des agents de la Direction événements et relations publiques et des producteurs locaux.

La direction a veillé au respect des instructions de la Préfecture concernant les règles sanitaires avec la mise en place de « brigades COVID » tout en maintenant le niveau de convivialité propre à cet événement.

La fréquentation a été moins importante que

les années précédentes mais satisfaisante pour une année si particulière.

Afin d'organiser au mieux « Terroirs en fête » la direction a eu en charge la gestion de l'installation et la création de supports visuels de communication, les inscriptions des producteurs, l'accueil des élus, l'espace restauration, les animations, la logistique et a veillé au bon déroulement de cette manifestation.



Fait marquant



En raison de la crise sanitaire, plusieurs manifestations ont été annulées dont le salon de l'Agriculture à Paris.

Chiffres clés



➤ Relations publiques

- **11** manifestations organisées ou co-organisées pour les agents du Conseil départemental
- **30** manifestations promotionnelles organisées ou co-organisées et **11** événements co-organisés avec les partenaires
- Plus de **11 351** objets promotionnels distribués
- **10 418** cartons d'invitations envoyés

Perspectives 2022



L'objectif pour 2022, est d'être force de proposition sur l'organisation de nouvelles manifestations innovantes.



13
AGENTS

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

La Direction de la communication a pour rôle d'assurer la lisibilité de l'action publique départementale. Elle conçoit et met en œuvre une stratégie de communication externe garantissant sa cohérence globale. Elle assure également la communication numérique externe, à travers le site « vauclose.fr » et la page « facebook » de la collectivité, ainsi que la réalisation d'une revue de presse.

MISSIONS

Ses missions s'articulent autour de trois bureaux et d'une mission technique.

- **Le Bureau éditions** assure le suivi des projets éditoriaux de tous les supports de communication émis par la collectivité : 84 Mag, plaquettes, guides et autres documents. Il est garant de la ligne éditoriale. Il gère la collecte des informations, depuis leur hiérarchisation, leur rédaction et mise en valeur en fonction des publics jusqu'à leur validation et archivage.
- **Le Bureau des relations presse** a pour rôle d'élaborer à destination des médias locaux, régionaux et nationaux qu'ils soient généralistes ou spécialisés, les documents présentant les actions et manifestations et visant à des retombées médiatiques.
- **Le Bureau des campagnes de communication** conçoit et planifie les campagnes de communication, pilote l'achat d'espaces publicitaires, coordonne le travail visuel sur les médias partenaires et assure le suivi des dossiers de signalétique.
- **La Mission technique** intervient en appui pour la publication assistée par ordinateur ou la photographie.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



► Nouvelle présentation de « 84 le magazine du Département de Vaucluse »



La Présidente du Département a souhaité une nouvelle version du magazine. De ce fait, la Direction de la communication externe a procédé, dès l'automne 2021, à la réalisation d'une nouvelle maquette et d'une présentation différente. Réduit à 48 pages (contre 64 pages précédemment), le magazine offre aujourd'hui des articles plus courts et une maquette plus aérée, laissant davantage de place à l'iconographie et aux infographies. Le premier numéro de cette nouvelle formule est paru en janvier 2022.

► Bâche en trompe-l'œil « Vaucluse, le Sud des possibles »

Durant l'année 2021, la Direction de la communication a travaillé à la préparation d'une bâche en trompe-l'œil destinée à couvrir l'échafaudage du chantier de restauration du Palais des papes. Cette bâche

de 1 700 m²

représente

une vue du Ventoux sous

laquelle on

peut voir le monument

et a pour slogan, formule de la nouvelle mandature, « Vaucluse, le Sud des possibles ». Installée en janvier 2022 sur

l'échafaudage, elle a fait l'objet d'une couverture médiatique de grande ampleur.



► Montée en charge du Bureau des relations Presse

L'année 2021 a permis au Bureau des relations Presse d'assurer de nouvelles missions complémentaires aux traditionnels outils de travail (conférences de Presse, communiqués et dossiers de Presse) et d'être au plus près des rédactions. Ces dernières, davantage sollicitées, ont ainsi bénéficié d'un accompagnement plus personnalisé et plus direct. Ces actions se traduisent par une augmentation importante du nombre d'articles et de reportages télé.



Fait marquant



Les élections départementales de juin 2021 ont donné lieu à un changement de gouvernance et à une réorientation des stratégies de communication, sur le fond (priorité donnée à l'investissement et à l'attractivité du territoire) comme dans la forme.

Chiffres clés



➤ Actions de communication

- **1 000 000** magazines du Conseil départemental distribués
- **13 500** abonnés au compte Facebook du Département
- **656** posts Facebook
- **11** conférences de presse
- **195** dossiers de presse
- **10** campagnes de communication

➤ Espaces médias

- **117 000 €** consacrés à l'achat d'espaces médias, répartis ainsi :
 - **65 %** presse ;
 - **4 %** radio ;
 - **2 %** web ;
 - **29%** d'espace divers dont **26 %** affichage.



Perspectives 2022

2022 sera marquée par une évolution de la communication digitale, à travers les réseaux sociaux notamment.





DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

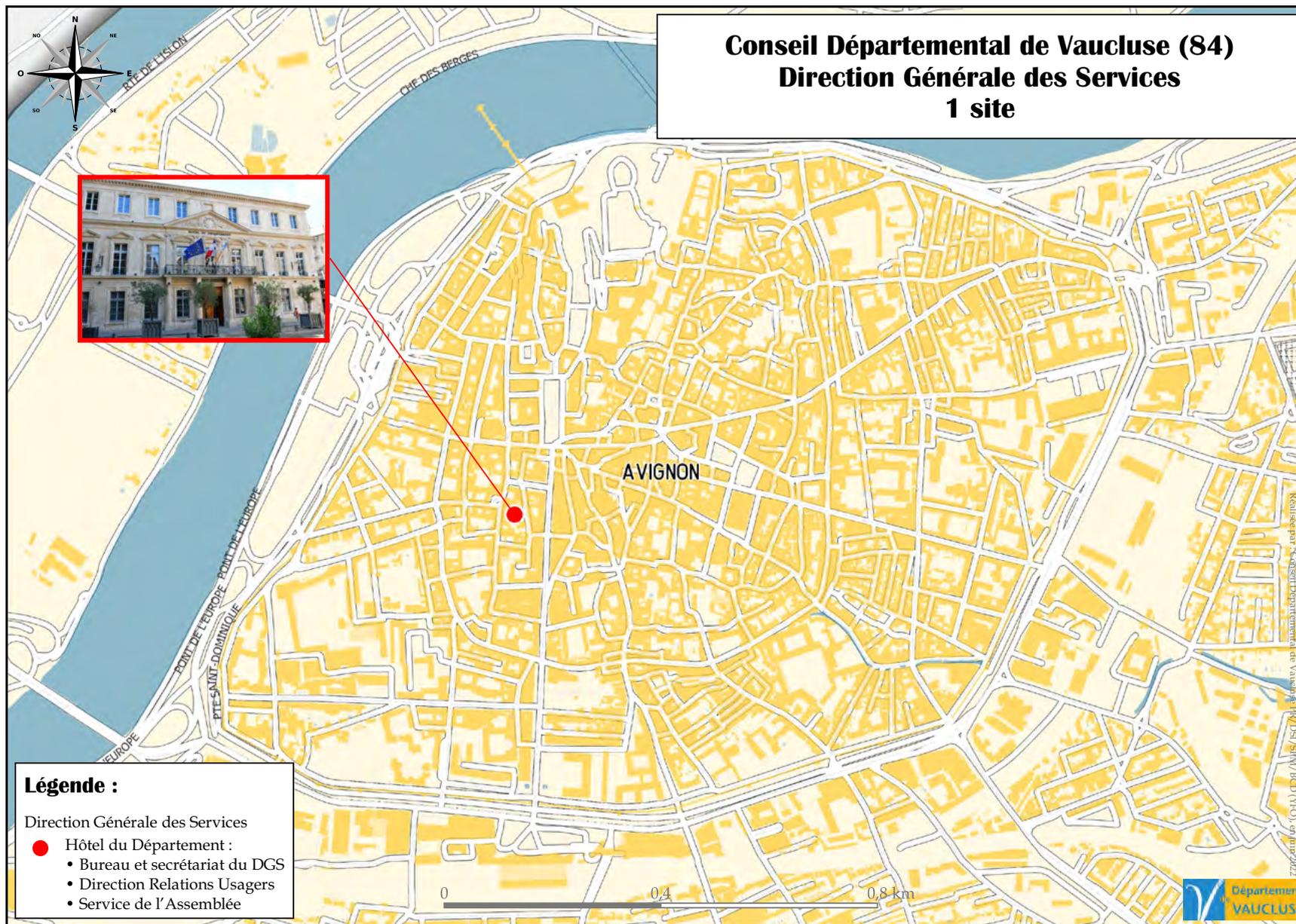
43
AGENTS

Elle a pour mission de diriger et d'encadrer l'activité des services. Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques définies par l'Assemblée départementale, sous l'autorité de la Présidente. À cette fin, elle pilote l'activité des services.

L'organisation de la Direction générale des services s'appuie sur :

- l'Inspection générale ;
- le Service de l'assemblée ;
- la Direction de la relation usagers.

LOCALISATION DES SITES





2
AGENTS

L'INSPECTION GÉNÉRALE

MISSIONS

Placée sous l'autorité directe du Directeur général des services, elle intervient notamment pour des missions transverses comme la réflexion et l'étude sur le dialogue social, ou bien encore sur la mission d'évaluation des procédures et organisations mises en œuvre dans le cadre du Plan de Continuité de l'Activité des Services de la collectivité.



5
AGENTS

LE SERVICE DE L'ASSEMBLÉE

MISSIONS

Il a pour tâche principale l'organisation des séances du Conseil départemental et des réunions de la commission permanente.

Pour ce faire, il contrôle les circuits et la forme des rapports du Président et des projets de délibérations.

Il pilote la dématérialisation des pièces des séances et des commissions permanentes. Il assure le suivi et veille au bon fonctionnement de l'applicatif métier en coopération avec la Direction des systèmes d'information.

Le Service gère les profils utilisateurs et assure le paramétrage du workflow de l'application A.I.R.S Délib.

Il propose également une aide et des formations aux utilisateurs et tient à jour le guide d'utilisation.

Il gère la transmission des actes au contrôle de légalité de la Préfecture, ainsi que l'affichage et la publication des actes dans le Recueil des Actes Administratifs (RAA).

Il a également en charge les représentations du Département par les Conseillers départementaux au sein des commissions et organismes extérieurs. Le service assure également l'organisation des réunions du Bureau et des commissions.

Action majeure 2021



➤ Installation de la nouvelle mandature et de nouveaux équipements

En 2021, le Service de l'assemblée a assuré l'installation de la nouvelle mandature, l'élection de la Présidente et la mise en place des instances et des outils nécessaires au fonctionnement de l'institution (Commissions organiques, désignations, règlement intérieur...).

De plus, de nouveaux équipements ont été installés dans l'hémicycle (micros, caméras, télévision, écran de projection..) qui ont nécessité une prise en main de la part des agents du service.

Fait marquant



L'année 2021 a été marquée par l'installation de la nouvelle mandature.

Chiffres clés



- **7** séances publiques : **292** rapports examinés
- **4** commissions permanentes : **213** rapports examinés
- **10 526** arrêtés produits par les services

Perspectives 2022

Il est prévu de développer une nouvelle application mobile Nomad pour les élus, en remplacement d'A.I.R.S Délib.



32
AGENTS

LA DIRECTION DE LA RELATION USAGERS

La Direction de la relation usagers est en charge de la Gestion de la Relation Usagers (GRU). Elle assure un rôle d'interface entre les relations internes et externes.

MISSIONS

➤ **Le Service des courriers et des courriels** assure la gestion de l'ensemble du courrier externe et des saisines par voie électronique et veille au respect des procédures de transmission en vigueur. Il organise le circuit de collecte, de tri et d'expédition du courrier émanant des services du Conseil départemental. Il a autorité sur tous les sites délocalisés d'« Arrivée » courrier du Conseil départemental. Il veille au respect des procédures de transmission en vigueur.

➤ **Le Service centre de contacts et ressources** centralise le flux des demandes des usagers en provenance des différents canaux de communication. Il permet d'avoir une vision à 360° des actions et d'apporter un premier niveau d'information et de réponse de qualité, adapté à chaque profil. Il est composé de deux missions :

- **La Mission ressources et procédures** assure le relais ressources humaines de la Direction générale des services. Elle met à disposition des agents une base de connaissances actualisée et partagée sur le fonctionnement interne de la collectivité et l'organisation. Elle trace et optimise les instructions des demandes internes. Elle participe à l'élaboration, l'adaptation et le suivi des procédures administratives.
- **La Mission accueil usagers** assure la gestion du standard téléphonique du Conseil départemental et de l'accueil physique de l'Hôtel du Département. Elle accompagne les usagers dans leurs démarches administratives pour faciliter l'usage des télé services mis en place dans la plateforme « Vaucluse Services ».

➤ **La mission communication numérique et télé services GRU** conçoit et réalise un ensemble de supports de communication à l'attention des agents du Département et rend accessible sur intranet les informations à caractère général de la collectivité.

Dans le cadre du déploiement des télé services et de la GRU, elle apporte une expertise fonctionnelle et numérique auprès des pôles et directions afin de les accompagner dans leurs spécificités et rendre efficient, l'accès aux services numériques à l'utilisateur.

- **La Cellule communication numérique** a pour missions :
 - la gestion de l'intranet Ariane, le développement de fonctionnalités collaboratives (espaces collaboratifs),
 - la réalisation de newsletters et d'éditions internes numériques (plaquettes, tutos, rapports stratégiques...),
 - l'optimisation des fonctionnalités web (qualité, charte graphique, ergonomie, archivage, accessibilité...),
 - la mise à jour des bases de données,
 - la mesure de l'audience et la gestion du trafic web.
- **La Cellule télé services GRU** a pour missions :
 - l'administration fonctionnelle de la plateforme de télé services de la collectivité et son suivi dans les pôles et directions,
 - la mise en place fonctionnelle auprès des utilisateurs de la dématérialisation des procédures (plateforme de télé services, Saisine par Voie Électronique (SVE), Gestion Électronique du Courrier (GEC)),
 - la participation à l'élaboration de projets de dématérialisation,
 - l'accompagnement des équipes dans la conduite du changement et l'appropriation des outils (formation).

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Amélioration des conditions d'accueil et d'accompagnement des usagers

D'une part, des travaux de rénovation, de mise en sécurité et d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ont été effectués au niveau de l'accueil de l'Hôtel du Département.

D'autre part, le fonctionnement du centre de contacts a été consolidé et réorganisé au niveau de l'accueil téléphonique et de l'accueil physique, permettant ainsi d'accueillir, d'orienter et d'accompagner les usagers dans leurs démarches administratives.

Enfin, les usagers de la plateforme de télé-service ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de la campagne 2022 de dépôt en ligne des dossiers de demande de subvention des associations.



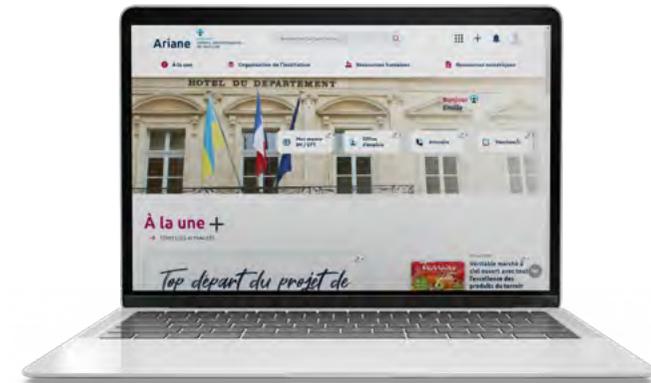
➤ Développement du mode de Saisine par Voie Électronique (SVE)

L'acquisition d'une application multicanal de gestion de la relation usager est à l'étude. Cet outil permettra d'optimiser et de sécuriser le suivi et la gestion des demandes des usagers. En 2021, les Saisines par Voie Électronique auprès de notre collectivité ont quasiment doublé.

➤ Stabilisation du nouvel intranet « Ariane » et vulgarisation des supports de communication

Les équipes de la Direction des systèmes d'information et de la Mission communication numérique ont été chargées de vérifier les processus informatiques et consolider les différents modules de la plateforme « Ariane ».

À la demande de la Direction des Ressources Humaines, une charte graphique pour tous les supports de communication a été créée, des tutos didactiques ont été réalisés afin de vulgariser l'ensemble des contenus rédactionnels à l'attention des agents.

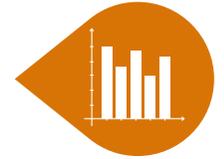


Fait marquant



Au cours de l'année 2021, la Direction de la relation usagers a conforté son positionnement au service des usagers en assurant pendant 2 mois la coordination et l'animation du centre d'appel du Vaccinodrome d'Avignon-Montfavet. 150 agents volontaires se sont relayés pendant cette période, et environ 7 000 rendez-vous et renseignements téléphoniques ont été donnés.

Chiffres clés



➤ Centre de contacts

- **153 000** courriers arrivés
- **330 000** plis dont **13 000** envoyés par courrier électronique avec la prestation MAILEVA
- **2 129** messages d'internautes reçus
- **519** appels et **270** messages reçus dans le cadre du télé-service associations Campagne 2021

➤ Information numérique

- **38** espaces collaboratifs gérés
- **891 572** pages vues sur le site internet

➤ Communication interne

- **5** reportages vidéo
- **364** revues de presse réalisées
- **11** envois numériques Newsletters/Essentiels

Perspectives 2022

Il est prévu d'organiser et de mettre en place une gestion dématérialisée du courrier.



PÔLE RESSOURCES

287
AGENTS

Le Pôle Ressources pilote les politiques fonctionnelles départementales relevant des directions de ce Pôle :

- ressources humaines ;
- affaires juridiques et marchés ;
- informatique et systèmes d'information ;
- finances ;
- logistique ;
- contrôle de gestion ;
- accompagnement au changement.

Il s'appuie sur le service contrôle de gestion et sur la mission d'appui accompagnement au changement.

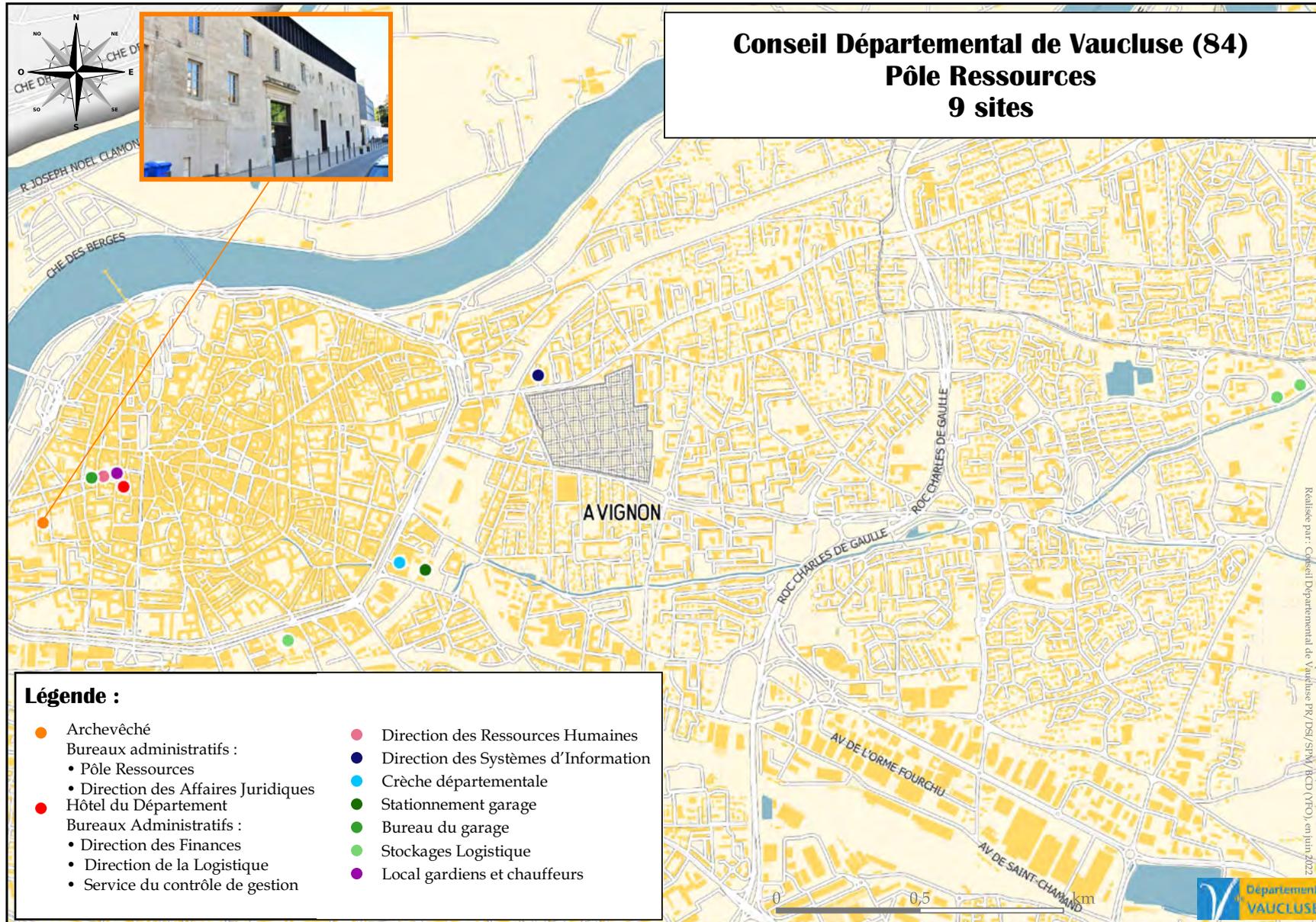
➤ **Le Service contrôle de gestion** a pour vocation d'apporter au pilotage stratégique du Département des éléments d'aide à la décision en vue d'optimiser les moyens publics engagés sur toutes les facettes de la performance collective. Le service entend être lieu de ressources par le dialogue de gestion, l'audit, le parangonnage ... et vise à ce que ses investigations produisent des données réappropriées par les services départementaux. Les missions exercées par le Service du contrôle de gestion se répartissent entre :

- **des contrôles, conseils, audits internes (dont cartographie des risques) et externes**, avec notamment les analyses de comptes des associations subventionnées et entreprises publiques locales, le suivi du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et l'accompagnement de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) ;
- **des veilles essentielles** sur les Chambres Régionales des Comptes (inventaire annuel du suivi des observations émises lors du dernier passage de la CRC et benchmark permanent des Rapports d'Observations Définitives sur la gestion des Départements), les Services départementaux d'incendie et de secours, les Finances publiques, la Réforme territoriale ;
- **des rapports** (Rapport Égalité Femmes-Hommes et Rapport d'activité des services départementaux notamment), parangonnages via le Forum des contrôleurs de gestion, activités des réseaux d'auditeurs internes (2 réunions interdépartementales/an) et Lettres d'Actus du réseau des contrôleurs de gestion (3 éditions/an) ;
- **la gestion des indicateurs financiers et d'activité des directions et services**, l'élaboration de tableaux de bord et outils décisionnels, l'aide à la construction de dispositifs (notamment dans le contexte lié à la crise sanitaire)...

➤ **La Mission d'appui accompagnement au changement** intervient au sein du Pôle Ressources et au service de l'ensemble de la collectivité à plusieurs niveaux, en tant que relais et aide à la décision, sur des sujets transverses et d'actualité et en qualité d'accompagnant au changement : assistance pour comprendre le besoin de changement et identifier le niveau pertinent d'accompagnement, définition des étapes, méthodes, outils et acteurs à mobiliser, suivi et coordination entre les différents acteurs du projet de changement, apport d'une aide à la réflexion sur les ajustements d'organisation pour la rédaction des rapports du comité technique...



LOCALISATION DES SITES



95
AGENTS

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

La Direction des ressources humaines conçoit et propose une politique d'optimisation des ressources humaines de la collectivité. Elle anime et évalue sa mise en œuvre.

MISSIONS

Elle est constituée de quatre services, et de deux missions :

➤ **Le Service emplois, formations et parcours professionnels** est responsable des opérations de recrutements, de la cartographie des emplois, du suivi des effectifs, la formalisation et le suivi du plan de formation et de l'accompagnement des agents dans leur parcours professionnel.

➤ **Le Service des carrières et de la rémunération** est chargé d'appliquer les procédures relatives à la carrière et à la paye, la gestion des absences suite à une indisponibilité physique, la tenue des dossiers individuels, l'organisation des commissions administratives paritaires et **conseils de discipline**, la gestion du temps de travail **et l'instruction des demandes de départ à la retraite**.

➤ **Le Service action sociale, santé et prévention** comprend deux entités :

- **La Cellule santé et prévention** contribue à la préservation de l'intégrité physique et mentale des agents et à la prévention des risques professionnels. Elle est chargée du suivi du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.
- **La Cellule action sociale** développe et gère les dispositifs pour faciliter la vie familiale et sociale ainsi que la crèche départementale. La crèche départementale propose

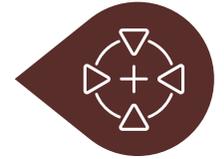
l'accueil des enfants de moins de 3 ans du personnel départemental avec une équipe de professionnelles compétentes dans un cadre adapté et sécurisé.

➤ **Le Service coordination des moyens** assure la préparation et le suivi budgétaire. Il encadre la fonction comptabilité et la gestion des frais de déplacement. Son équipe prend en charge les tableaux de bord de suivi de l'activité de la Direction et réalise des requêtes sur la base de données ASTRE RH à la demande des services de la DRH, d'autres directions et d'organismes extérieurs.

➤ **La Mission juridique et des relations sociales** intervient en appui des services et apporte une expertise juridique dans le domaine des Ressources Humaines. Elle est chargée d'assurer le traitement et le suivi des demandes de protection fonctionnelle en lien avec la Direction des affaires juridiques et intervient en appui sur les dossiers stratégiques. Le secrétariat du Comité Social Territorial relève de cette mission.

➤ **La Mission handicap et accompagnement professionnel individuel** accompagne les services pour faciliter l'intégration et le maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap. Elle est renforcée par la mise en place d'un référent chargé de l'écoute, l'évaluation et l'accompagnement.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Recrutement de contrats aidés au sein des services du Département

Le Département a assuré la prise en charge de 21 contractuels sous Contrat Unique d'Insertion (CUI) - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), affectés dans les établissements d'enseignement du Département. Ils bénéficient d'actions de formation professionnelle.

L'objectif de ce dispositif est de faciliter l'insertion professionnelle de ces publics les plus éloignés du marché du travail par l'accomplissement de missions de service public pour les usagers vauclusiens.

➤ Mise en place du logiciel de Gestion du Temps de Travail (GTT)

Au mois de mai 2021, le Département de Vaucluse a déployé un logiciel sur la gestion des temps de travail (GTT), outil qui puisse s'adapter aux évolutions des organisations et des modes de travail et permettant ainsi :

- l'harmonisation des processus de gestion des temps pour l'ensemble des directions ;
- la fiabilisation des données à des fins de reporting opérationnel et stratégique ;
- la fluidité et la sécurisation de la gestion des temps des agents ;
- la responsabilité et l'autonomie des agents et des managers dans les différentes phases du processus de gestion.

➤ Poursuite de l'expérimentation du télétravail

L'expérimentation du télétravail se poursuit selon les critères et les principes définis dans une charte depuis le 1er septembre 2021.

Plus de 800 agents ont sollicité ce mode d'organisation qui nécessite pour les cadres de veiller au maintien des liens au sein du collectif de travail et à la prévention des risques liés à l'isolement des agents en télétravail.

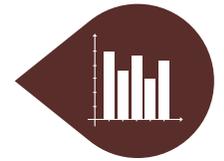
Cette expérimentation a permis de mettre en évidence les avantages exprimés par les agents, les encadrants mais aussi les ajustements nécessaires à prévoir. Un accord sur le télétravail au Conseil départemental de Vaucluse sera conclu avec les représentants des organisations syndicales, préalable à un déploiement pérenne au sein des organisations.

Fait marquant



La loi du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique a réformé les modalités d'organisation et le champ de compétences des Commissions Administratives Paritaires (CAP). L'avis préalable de la CAP n'est plus requis en matière d'avancement de grade et de promotion interne depuis le 1^{er} janvier 2021.

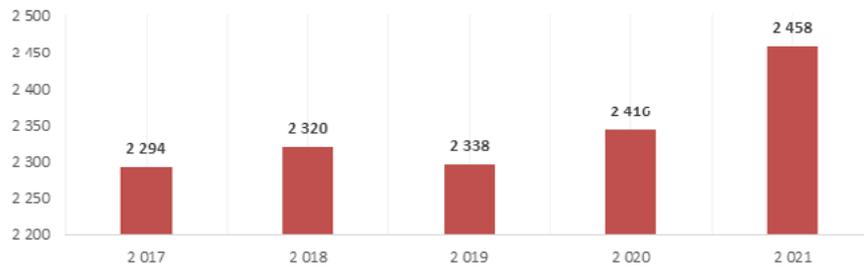
Chiffres clés



➤ Effectifs

- **1 716** femmes dont l'âge moyen est de **49,2** ans
- **742** hommes dont l'âge moyen est de **50,3** ans

Évolution des effectifs Permanents au 31/12/2021 depuis 2017



➤ Recrutement-mobilité

- **116** recrutements de titulaires
- **98** mobilités internes
- **121** départs définitifs de la collectivité dont **70** départs à la retraite

➤ Formation

- **1 491** agents formés (au moins une fois) soit **64 %** de l'effectif permanent
- **317 051 €** consacrés à la formation

➤ Médecine de prévention

- **1 066** visites médicales de prévention et entretiens de santé au travail

➤ Santé et sécurité au travail

- **70** Agents Chargés de la Mise en Œuvre des règles d'hygiène et de sécurité (ACMO)
- **111** accidents de travail déclarés

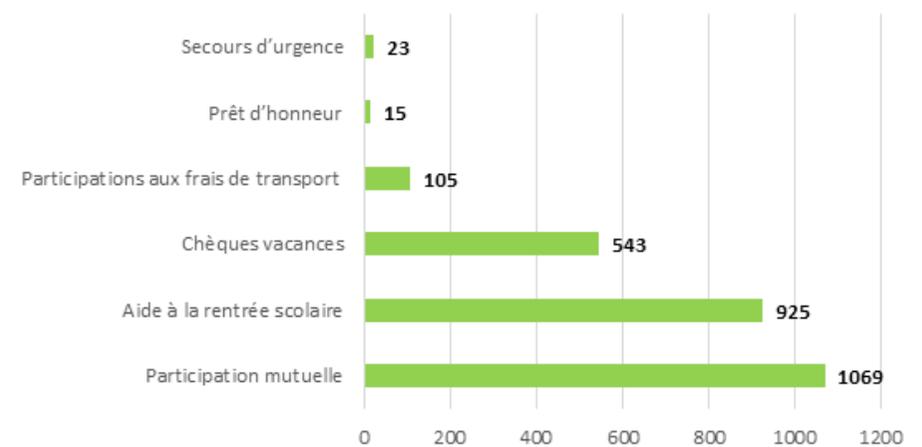
➤ Masse salariale

- **129 215 452 €** (Laboratoire Départemental d'Analyse compris)

➤ Action sociale

- Montant des dépenses action sociale pour les agents **3 754 134 €**

Nombre de bénéficiaires par type d'aide



Perspectives 2022

L'élection des représentants au sein des instances paritaires et des espaces de concertation avec l'autorité territoriale aura lieu le 8 décembre 2022 par vote électronique. À l'issue de ces élections professionnelles, le Comité social territorial sera mis en place, instance par excellence du dialogue social au sein de la collectivité.



26
AGENTS

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

La Direction des affaires juridiques est une direction transversale qui exerce une fonction de conseil, d'expertise et d'assistance auprès des élus, des directions et des services du Département.

Elle veille à défendre les intérêts du Département, de ses élus et agents, en participant à la sécurisation juridique des actes et des procédures.

MISSIONS

Elle comprend trois services, ainsi qu'une fonction spécifique (DPO).

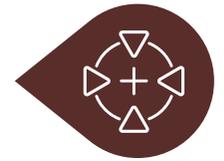
➤ **Le Service juridique** assure le suivi des contentieux de la collectivité, soit par un traitement direct, soit par une validation des mémoires adressés par d'autres directions. Le service juridique apporte un conseil stratégique sur la conduite et la rédaction du contentieux. Il réalise les dépôts de plainte au nom de la collectivité et prend en charge le volet juridique des demandes de protection fonctionnelle. Il assure la sécurisation des actes majeurs de la collectivité en opérant un contrôle de l'ensemble des délibérations et des décisions de la Présidente prises par délégation de l'Assemblée. Il conseille et assiste les services dans l'exercice de leurs missions en leur fournissant un avis juridique et des préconisations pour améliorer la rédaction de leurs actes et mettre en place certaines procédures afin de prévenir le contentieux. Il gère les contrats d'assurance de l'ensemble de la collectivité et assure conseil et veille juridique en la matière.

➤ **Le Service des marchés** centralise toutes les procédures avec mise en concurrence lancées pour la conclusion de marchés publics. Il a pour rôle de conseiller et d'assister les services dans l'élaboration des marchés, de vérifier et de contrôler la validité des pièces des marchés et le déroulement des procédures. À ce titre, il délivre un visa sur tous les dossiers de consultation, assure le lancement et le suivi dématérialisé de toutes les procédures à la demande des services, la convocation et le secrétariat de trois commissions (la Commission d'Appel d'Offres et jurys de concours, Commission Consultative des Services Publics Locaux et Commission de Concession), la transmission au contrôle de légalité et les notifications des marchés, l'assistance aux services, ainsi que la veille juridique spécialisée.

➤ **Le Service de documentation** assure la collecte, le traitement et la diffusion de l'information, la conduite de la politique d'acquisition d'ouvrages et périodiques, les recherches documentaires, la veille documentaire, la gestion du fonds documentaire, la réalisation et la diffusion de produits documentaires tout en assurant sa modernisation.

➤ **Le Délégué à la Protection des Données (DPO)** est chargé de piloter la mise en conformité Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) du Département. Il conseille et accompagne les services de la collectivité sur toutes les questions informatique et libertés. Il sensibilise tout au long de l'année les agents de la collectivité sur les bonnes pratiques en la matière. Il est également Personne désignée Responsable de l'Accès aux Documents Administratifs (PRADA) et référent de la collectivité auprès du Défenseur des Droits. Il accompagne les services dans leurs interactions avec ces autorités administratives.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ L'accompagnement des acteurs économiques au cœur de la commande publique



La Direction des affaires juridiques soutient et accompagne les TPE (Toutes Petites Entreprises) et les PME (Petites et Moyennes Entreprises) dans le cadre de la remise de leurs offres sur la plateforme dématérialisée de publication et de dépôts d'offres « Dématis ».

L'objectif de cet accompagnement vise à ce que le Département soit facilitateur dans les démarches dématérialisées engagées par les TPE/PME et leur accès à la commande publique.

➤ L'accompagnement des agents dans les enquêtes pénales

La Direction des affaires juridiques propose des séances d'accompagnement d'agents auditionnés dans le cadre des enquêtes pénales.

Cet accompagnement consiste à informer les agents de la collectivité sur les enjeux d'une procédure pénale et à leur apporter un soutien lors d'auditions.

➤ Mise à disposition de la Bibliothèque Numérique Territoriale (BNT)

Mise à disposition auprès des agents de l'ensemble de la collectivité, la Bibliothèque Numérique Territoriale (BNT - Cyberlibris) rassemble plus de 150 éditeurs. Elle est mise à disposition des agents de l'ensemble de la collectivité et leur propose des ouvrages, mis à jour régulièrement.

Le Service documentation s'inscrit dans une démarche de dématérialisation en proposant cet outil qui permet l'accès à une bibliothèque en ligne spécialisée dans les métiers territoriaux, accessible au bureau et en télétravail. Sur l'année 2021, **549** ouvrages ont été consultés.

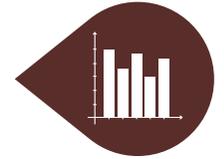


Fait marquant

La Direction des affaires juridiques est intervenue largement à la demande du Service de l'Assemblée, pour un accompagnement et un appui juridique lors du renouvellement de l'Assemblée délibérante.



Chiffres clés



➤ Commande publique

- **129** procédures lancées
- **209** marchés conclus
- **9** commissions organisées

➤ Documentation

- **6 131** veilles documentaires
- **1 027** recherches documentaires
- **330** abonnements gérés pour un montant de **211 281 €**
- Bibliothèque Numérique Territoriale : **549** ouvrages consultés

➤ Service juridique

- **203** contentieux civils et pénaux en cours
- **181** études juridiques
- **171** sinistres déclarés à l'assurance

Perspectives 2022

La Direction des affaires juridiques poursuivra son effort de sensibilisation et de formation au profit des agents de l'ensemble de la collectivité dans les domaines des marchés publics, de la protection des données, du conseil juridique et de la documentation.



60
AGENTS

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La Direction des systèmes d'information élabore à travers un schéma directeur les orientations stratégiques, fixe et valide les grandes évolutions du Système d'Information (SI) de la collectivité. Elle a pour principales missions, d'une part, de mettre en œuvre et de maintenir les infrastructures techniques informatiques et les moyens de télécommunications, la sécurité du système d'information, et la reprographie et, d'autre part, d'identifier, de développer et de maintenir les solutions applicatives métiers participant à l'amélioration de l'efficacité de la collectivité. Elle anticipe les évolutions technologiques nécessaires, évalue et préconise les investissements. Elle accompagne les directions métiers dans la définition des besoins et en méthodologie projet.

Elle est composée de quatre services.

Le Service projets et maintenance constitué de quatre bureaux :

- le Bureau SI social ;
- le Bureau SI général ;
- le Bureau SI téléservices - SI collaboratif ;
- le Bureau SI centre de la donnée.

Le Service production constitué de trois bureaux :

- le Bureau exploitation ;
- le Bureau système, stockage et Sécurité Système Information (SSI) ;
- le Bureau réseaux et télécoms.

Le Service centre services utilisateurs constitué de deux missions et d'un bureau :

- la Mission méthode et qualité de service ;
- la Mission reprographie et stock ;
- le Bureau gestion des services et support.

Le Service administratif.

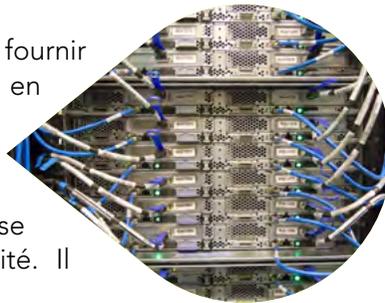
MISSIONS



➤ **Le Service projets et maintenance** assure la production de projets, le pilotage opérationnel des projets. À ce titre, il gère le plan de charge, la planification et la définition des priorités, l'affectation des ressources humaines pour constituer des équipes projets transversales au sein de la direction et ainsi améliorer la continuité des opérations, la gestion des charges, la lisibilité et le respect des délais impartis. Il comprend quatre bureaux.

- **Le Bureau SI social** a en charge des projets et applications du Pôle Solidarités et de gestion du RSA ; les projets de rénovation des solutions applicatives du social et leur maintenance.
- **Le Bureau SI général** traite les autres projets et applications du Département : SI RH, SI Finances et Marchés, SI Assemblée, applications transversales, SI du laboratoire départemental...
- **Le Bureau SI téléservices - SI collaboratif** prend en charge le SI des sites institutionnels Internet et Intranet et est responsable de la mise en œuvre des solutions de télé services pour les citoyens et les partenaires vauclusiens.
- **Le Bureau SI centre de la donnée** a pour mission de répondre aux besoins de restitution de données (rapports, statistiques, cartes,...), d'améliorer la qualité de la donnée, de permettre un meilleur respect des RGPD en lien avec le DPO, de verser les données dans l'OpenData et dans le SAE (Systèmes d'Archivage Électronique).

➤ **Le Service production** a pour mission de fournir les infrastructures techniques informatiques en support des projets métier et du développement des usages du numérique dans les services, de l'exploitation de l'ensemble du parc applicatif et des moyens techniques, et d'assurer la mise en œuvre des politiques techniques de sécurité. Il comprend trois bureaux.



- **Le Bureau exploitation** a en charge l'exploitation quotidienne des applications et services gérés par la direction.
- **Le Bureau système, stockage et SSI** a en charge la mise à disposition

des divers environnements techniques stockage, serveurs, sécurité pour les diverses applications ainsi que l'administration, la maintenance et l'évolution des infrastructures et applicatifs techniques.

- **Le Bureau réseaux et télécoms** a en charge la mise à disposition des infrastructures de réseaux, de télécoms et de téléphonie fixe ainsi que leur exploitation.

➤ **Le Service centre services utilisateurs** assure des missions orientées « utilisateurs-partenaires » et comprend deux missions et un bureau.

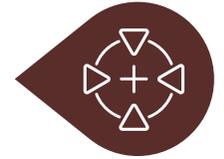
- **La Mission méthode et qualité de service** a en charge la gestion du catalogue de services, la création et le maintien des services, la communication utilisateurs et l'animation des réseaux référents.
- **La Mission reprographie et stock** a en charge l'édition en masse et certains travaux à façon pour les Directions métiers, comme « l'impression des bulletins de paie, ou flyers pour la communication ».
- **Le Bureau gestion des services et support** assure la hotline de premier niveau sur l'ensemble du périmètre Département et collèges pour traitement des appels reçus et aiguillage au second niveau expertise, ainsi que les interventions et assistance technique auprès des services.



➤ **Le Service administratif** a pour mission l'assistance et le conseil auprès des services de la direction dans la préparation, l'exécution et la programmation budgétaire, le reporting et la communication globale de la direction, les tableaux de bord et indicateurs de suivi financiers. Il est garant des processus et procédures de gestion pour la maîtrise des risques, il pilote et aide à la décision en matière de gestion des processus internes, il apporte une contribution au suivi du schéma directeur informatique sur les aspects budgétaires. Il assure la gestion et le suivi administratif et financier des marchés et contrats en relation avec les services prescripteurs, il conseille et assiste les services sur les politiques achats SI.



ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



» La modernisation et la refonte du cœur de réseau du Département et des collègues

Le wifi a été déployé avec la mise en œuvre de **1 200** bornes contrôlées dans 38 collèges du Département.

Afin de moderniser les solutions de communication téléphonique, il a été procédé au changement du standard de chaque site, de la centralisation téléphonique et de leurs téléphones associés, sur 4 bâtiments du Département.

Il ne sera plus possible d'utiliser la téléphonie analogique dans quelques années, aussi le passage en protocole TOIP (Telephony Over Internet Protocol) pourra apporter de nouveaux services et une modernisation des services.

» Poursuite des projets informatiques « SI Social » initiés en 2020

Le portefeuille projet Pole Solidarités a comme priorités majeures «GENESIS-ASE», «PAPH», «SI-CNSA» qui constituent le socle du SI Social. Une migration d'ASTASE vers GENESIS a été effectuée avec une mise en production en juin. Elle concerne la Direction des personnes âgées et personnes handicapées dans sa phase 1 sur les domaines de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), les aides ménagères, l'évaluation multidimensionnelle en mobilité des personnes âgées. Le Systèmes d'Information de la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (SI MDPH) paliers 1 et 2.1 pour la Vie Professionnelle a été mis en production.

» La continuité de l'activité des services des agents du Conseil départemental

Grâce à la mobilisation des agents de la Direction des systèmes d'information, la collectivité a pu consolider ce qui avait été entrepris avec la crise sanitaire, à savoir le maintien des ordinateurs portables pour les agents en situation de télétravail. Ainsi, en moyenne, **83 %** des agents du Département sont dotés d'un matériel mobile.



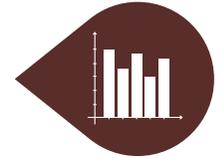
La téléphonie mobile se chiffre à **1 320** appareils mobiles et l'outil de visio conférence Teams a suscité la délivrance de **600** licences et le déploiement de **1 600** licences Remote Desktop Services (outil permettant de se connecter à distance).

Fait marquant



La modernisation et la sécurisation des technologies de l'information pour la mobilité et le télétravail ont été menées à bien et ont permis la continuité de l'activité des services.

Chiffres clés



➤ Parc informatique

- **Collèges**
 - **500** ordinateurs portables
 - **13 500** ordinateurs portables hybrides pour les collèges publics et **1 500** pour les collèges privés
- **Conseil départemental**
 - **1 408** ordinateurs portables
 - **78 %** des agents du Département équipés d'ordinateurs portables

➤ Maintenance et prestations

- **1** démarche d'homologation RGS (Référentiel Général de Sécurité : audits par Orange Cyberdefense pour homologation Référentiel Général de Sécurité pour Gestion des subventions aux Collectivités [non homologué])
- **31 %** de mails malveillants ou contenant une menace par rapport au nombre de mails reçus

➤ Coûts système d'information

- **4 872 131 €** consacrés aux dépenses totales informatiques (hors collèges) dont **971 911 €** affectés aux dépenses de logiciels
- **118 725 €** consacrés aux dépenses nouvelles d'investissement en Sécurité de l'information
- **317 440 €** consacrés aux dépenses nouvelles de fonctionnement en Sécurité de l'information (dont installation de l'architecture CITRIX VDI pour la mise en place du télétravail)
- Coût SI par agent actif estimé à **2 027 €** ($4\,872\,131 / 2\,403$ agents, hors Assistants familiaux)

Perspectives 2022

Il est envisagé de mettre en place les télé services de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et de la MDPH ainsi que la dématérialisation de la Gestion Électronique de Courrier (GEC) et du parapheur électronique.



80
AGENTS

DIRECTION DE LA LOGISTIQUE

La Direction de la Logistique a pour mission de mettre à disposition des services et des élus les moyens qui leur permettent d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions. Elle assure l'achat et l'approvisionnement de tous les éléments utiles au fonctionnement quotidien.

MISSIONS

Elle comprend trois services et deux missions :

➤ **Le Service gestion des bâtiments** est composé de trois bureaux.

- **Le Bureau entretien des locaux** assure le nettoyage des bâtiments
- **Le Bureau régie logistique** a la charge de l'entretien courant des bâtiments départementaux.
- **Le Bureau des stocks logistiques** assure la coordination de la gestion des stocks.

Ce service assure également la gestion et la mise en œuvre de la plateforme logistique dématérialisée « un service un clic ».

➤ **Le Service achats** assure la programmation de façon concertée des besoins des directions utilisatrices. Dans le cadre de la commande publique, il prépare, met en œuvre et suit les marchés publics pour les achats transversaux (biens d'équipement, produits consommables, fournitures diverses). Il a pour mission de rationaliser les politiques d'achat. Il assure également la comptabilité et l'inventaire comptable pour les directions de la logistique, de la communication, du protocole et du service courrier.

➤ **Le Service véhicules** a en charge la mise à disposition de véhicules pour les déplacements professionnels des agents et pour les missions des élus départementaux.

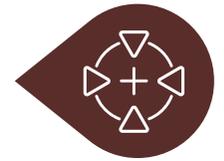
Il est composé de deux bureaux.

- **Le Bureau du garage** assure la gestion, l'entretien, les petites réparations, le contrôle et la préparation de l'ensemble des véhicules de la collectivité. Il prépare, met en œuvre et suit les marchés d'acquisition, de location et de maintenance de l'ensemble des véhicules légers et utilitaires légers. Il établit de façon concertée la programmation des besoins en véhicules.
- **Le Bureau des chauffeurs** a la responsabilité du transport des élus dans le cadre des missions du Conseil départemental ainsi que le transport de plis.

➤ **La Mission sécurité et sureté des bâtiments** assure la cohérence entre la gestion des bâtiments sous contrôle d'accès et les missions des gardiens.

➤ **La Mission de programmation des travaux de bâtiments** organise, en interface avec la Direction des bâtiments et de l'architecture, le recensement, la coordination et le suivi des travaux d'entretien des bâtiments sous conduite d'opération de cette dernière.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Optimisation de l'achat public grâce à un groupement d'achat hospitalier

Depuis le début de la pandémie, la Direction de la logistique assure l'approvisionnement en matériels de protection (masques, lingettes, spray, hygiaphone pour les accueils..) de l'ensemble des services départementaux. Afin d'optimiser ses achats, elle a adhéré en 2021 à un groupement d'achat hospitalier. Le montant de la valeur des stocks COVID19 est de **480 000 €** au 31/12/2021.

➤ Mise en place d'actions de désinfection et de sécurité sanitaire

Dans le cadre du marché relatif au nettoyage des locaux, la Direction de la logistique a mis en place des actions de désinfection des locaux pour contrer la propagation de la COVID 19 et assurer un haut niveau de sécurité sanitaire aux agents départementaux. **316** incidents en lien avec la COVID 19 ont été déclarés sur la plateforme logistique dématérialisée (1 service, 1 clic) en 2021, dont **60** demandes de désinfection.



➤ Rôle de la Mission sécurité et sûreté

La Mission sécurité et sûreté a finalisé en 2021 la programmation, le déploiement et la gestion des **1 950** nouvelles cartes d'identité professionnelles d'accès aux bâtiments. Elle a assuré en parallèle la continuité de la mission de gardiennage et d'entretien et la sécurisation des **6** sites avignonnais, ainsi que le traitement des **1 326** demandes, via « 1 service, 1 clic », relatives aux accès des sites et des parkings.

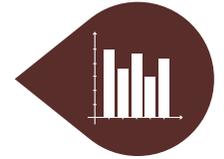
Fait marquant



La Direction de la logistique a pris en charge pour le Conseil départemental, le gardiennage du centre départemental de vaccination situé à Montfavet et transféré fin 2021 sur le site du parc des expositions, pour un coût de **125 242 €** en 2021.

Cette participation marque l'engagement de la collectivité aux côtés des services de l'État en Vaucluse, du Service Départemental d'Incendie et de Secours, des personnels soignants volontaires et enfin des agents départementaux volontaires qui assurent l'accueil du centre.

Chiffres clés



➤ Achats

- **90** marchés transverses dont **2** marchés intégrant des critères de développement durable et 10 comprenant des références de produits verts
- **35** tonnes de papier consommées
- **114 587 €** consacrés aux dépenses de fournitures de bureau

➤ Bâtiments

- **4 981** demandes d'intervention dont **2 066** concernant la Direction de la logistique et **870** concernant la Direction des Bâtiments
- Coût total consacré à l'entretien des locaux : **890 816 €**
- **15** tonnes de papier détruit

➤ Véhicules

- **324** véhicules dont **26** à moteur électrique
- **82 %** du parc automobile organisé en pool
- **9** vélos à assistance électrique.
- **28** véhicules réformés générant une recette de **47 700 €**

Perspectives 2022

Il est prévu de poursuivre le gardiennage du Centre départemental de vaccination qui fera l'objet d'ajustements permanents en fonction des besoins.





19
AGENTS

DIRECTION DES FINANCES

La Direction des finances participe à la définition de la stratégie budgétaire et financière de la collectivité nécessaire à la mise en œuvre des politiques publiques. Elle est chargée de la programmation, de la mise en œuvre et du suivi de la politique budgétaire et financière définie par l'exécutif. Elle est garante de la fiabilité et de la sécurité des procédures budgétaires, de la préparation, de l'exécution et du contrôle du budget de la collectivité. Elle assure un rôle de conseil dans la préparation, l'exécution et la prospective budgétaire. Elle réalise des analyses financières et fiscales prospectives et propose des stratégies de pilotage.

Elle est composée de quatre services.

Le Service du budget constitué de deux bureaux :

- le Bureau préparation du budget ;
- le Bureau exécution des dépenses.

Le Service recettes et dématérialisation comptable constitué de deux bureaux :

- le Bureau exécution des recettes ;
- le Bureau bureau assistance à la recherche de financements.

Le Service programmation des investissements.

Le Service dette trésorerie et prospective financière.

MISSIONS

➤ **Le Service du budget** assure la préparation et le suivi du budget. Sous l'autorité du directeur des finances, il pilote et anime le processus budgétaire de la collectivité (orientations budgétaires, budget primitif, décisions modificatives, compte administratif). Il assure des missions d'appui et de conseil à destination des directions en matière budgétaire et contribue au développement de la culture financière. Il participe également à des projets transversaux.

Il comprend deux bureaux.

- **Le Bureau préparation du budget** coordonne la préparation des différentes étapes budgétaires. Il est chargé de la rédaction de l'ensemble des rapports budgétaires et participe à la réalisation d'analyses financières. Il assure également la gestion patrimoniale avec le suivi comptable des immobilisations et veille à la cohérence des comptes de bilan en liaison avec la paierie départementale.
- **Le Bureau exécution des dépenses** assure le suivi du facturier, contrôle les pièces justificatives de liquidation en vue du mandatement des dépenses sur le budget principal et le budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses et prend également en charge les virements de crédits en section de fonctionnement. Il constitue les dossiers de demandes de FCTVA et prépare les projets de rapport d'admissions en non-valeur sollicitées par le payeur départemental. Enfin, il gère l'attribution des profils utilisateurs ASTRE.

➤ **Le Service recettes et dématérialisation comptable** participe à la définition de la stratégie financière et budgétaire. Il assure la veille attentive des lois de finances et de la réglementation budgétaire, réalise les analyses des restes à recouvrer avec l'appui de la paierie départementale. Il propose également la répartition des différents fonds départementaux (hors budget), le suivi des dotations de l'État. Ce service participe à l'élaboration des annexes budgétaires, à la préparation et à la transmission des budgets ainsi que des flux PES marchés sous format électronique ainsi qu'à la communication financière.

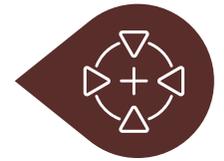
Il comprend deux bureaux.

- **Le Bureau exécution des recettes** procède à la vérification, à l'émission et au suivi des titres de recettes du budget principal et du budget annexe du Laboratoire départemental d'analyses, à la vérification des dotations et des subventions reçues et suit les régies d'avances et de recettes du Département. Il établit les déclarations de TVA, effectue les opérations de régularisation en lien avec les services de la Paierie départementale.
- **Le Bureau assistance à la recherche de financements** en charge de la recherche de subventions et sources de financement extérieures. Il assure en particulier une mission de veille et d'aide au montage de dossiers de demandes de financement. Il intervient en assistance auprès des différents services engagés sur des projets. Il assiste les correspondants FSE (Fonds Social Européen) désignés dans les pôles. Enfin, il contribue à la pré-validation des plans de financement des projets à enjeux de la collectivité.

➤ **Le Service programmation des investissements** a pour mission le suivi de la programmation des investissements et de leur financement. Le service prend également en charge les virements budgétaires en section d'investissement. Il est garant de la bonne déclinaison budgétaire des politiques publiques. Il participe à la détermination de la capacité d'investissement de la collectivité.

➤ **Le Service dette trésorerie et prospective financière** a pour mission la gestion active de la dette, de la trésorerie, des subventions en annuités et de l'ensemble du fichier des tiers (fournisseurs et débiteurs). Il a en charge la gestion administrative et financière des garanties d'emprunts. Il élabore le plan de trésorerie et en assure le suivi, réalise les analyses financières et fiscales rétrospectives et prospectives, saisit sous Excel le PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement) et élabore le tableau de bord financier mensuel. Ce service participe également à l'élaboration des états annexes du budget primitif et du compte administratif et en garantit la mise à disposition pour l'ensemble des directions. Enfin, il gère également la déclaration d'honoraires en ligne des tiers auprès de la DGFIP.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Première année d'exécution comptable sous instruction M57

M57

L'année 2021 a constitué le premier exercice d'exécution comptable sous l'instruction M57. Un important travail de transposition de qualité, mené lors du premier semestre de l'année 2020 en concertation avec l'ensemble des services préalablement à la période de préparation du budget primitif 2021, a permis de démarrer et de poursuivre l'exécution comptable dans les meilleures conditions.

La mise en œuvre de la M57 dans notre collectivité avait été motivée, à l'origine, par la candidature retenue du Conseil départemental de Vaucluse en vue de l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) appelé à remplacer le compte administratif et le compte de gestion à compter de l'exercice 2021. Toutefois, en raison du contexte de crise sanitaire, notre expérimentation a été reportée sur l'exercice 2022 par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP). En effet, le confinement a réduit les capacités de développement informatique, empêchant la DGFIP de mettre à disposition des expérimentateurs, comme initialement prévu, un CFU dématérialisé et testé dans son intégralité.

➤ Création du Bureau d'assistance à la recherche de financements

Dans une logique d'amélioration continue des pratiques et dans un souci de transversalité et d'efficacité, un bureau intitulé « Bureau d'assistance à la recherche de financements » a été créé le 1^{er} mai 2021 au sein du Service recettes et dématérialisation comptable de la Direction des finances. Il a pour mission de poursuivre la gestion de la subvention globale du Fonds Social Européen, de développer la culture de la recherche de financements externes de tout projet porté par le Département et d'assister les services de la collectivité au montage et au dépôt de leurs dossiers de demande de financement.

➤ Mise en place d'un Plan Pluriannuel d'investissement (PPI)

L'orientation donnée à travers la feuille de route « Investir » a été l'occasion de commencer dès la rentrée 2021, l'actualisation du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) pour la période 2022-2027. Il s'agit d'un document de travail indispensable permettant de fixer un cap sur un temps long tout en étant révisable régulièrement. Le PPI est en effet construit à partir d'une analyse financière prospective dont les résultats sont influencés par notre gestion au quotidien mais également par des éléments de contexte qu'ils soient d'ordre économique ou relatifs à des dispositions législatives ou réglementaires.

Une fois le PPI finalisé, la programmation pluriannuelle des opérations d'investissement devra être révisée afin d'en être le prolongement.

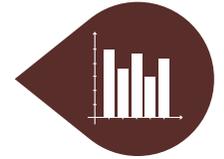


Fait marquant



Créé le 1^{er} mai 2021, le Bureau d'assistance à la recherche de financements au sein du Service recettes et dématérialisation comptable est venu étoffer les effectifs de la Direction des finances.

Chiffres clés



➤ Taux de réalisation des dépenses et des recettes

- Dépenses : **79 %** en investissement et **96 %** en fonctionnement (y compris réserves DIRFI)
- Recettes : **70 %** en investissement et **113 %** en fonctionnement

➤ Trésorerie

- **28** jours en trésorerie zéro

➤ Garanties d'emprunts

- **9,9 M€** de garanties nouvelles accordées
- **257,5 M€** de capital restant dû au titre des garanties d'emprunts au 31/12/2021

➤ Tiers

- **25 352** tiers actifs

➤ Emprunts

- **47** emprunts en gestion - taux moyen **1,47 %**

Perspectives 2022



La mise en œuvre de l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU), initialement prévue en 2021 et reportée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) doit être effective à compter de l'exercice 2022. Le CFU remplacera le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable public.





PÔLE AMÉNAGEMENT

399
AGENTS

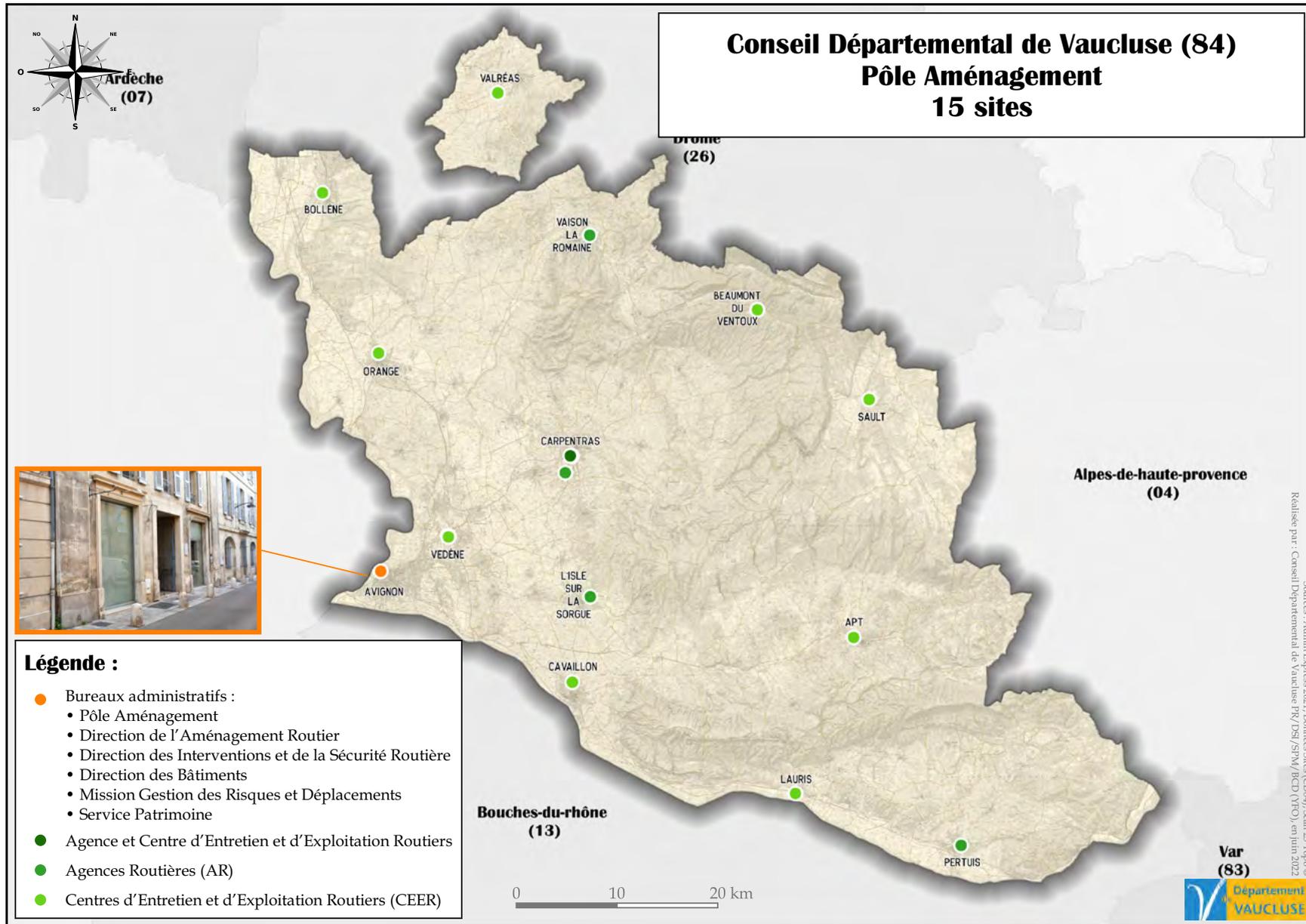
Il pilote les politiques publiques départementales relevant des trois directions du Pôle, en charge des bâtiments et architecture, des interventions et sécurité routière, et de l'aménagement routier.

Il s'appuie aussi sur deux services, cinq missions et des conseillers techniques :

- **le Service comptabilité**, prestataire de service pour les autres directions, regroupe des fonctions permettant de sécuriser le fonctionnement comptable et d'organiser des processus de travail fiables et évolutifs ;
- **le Service immobilier** ;
- **la Mission gestion des risques et déplacements** ;
- **la Mission d'appui développement technique** ;
- **la Mission d'appui relations transversales** ;
- **la Mission d'appui budget – ressources**.



LOCALISATION DES SITES





10
AGENTS

MISSION GESTION DES RISQUES ET DÉPLACEMENTS

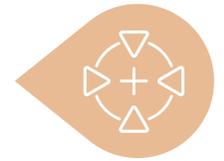
La Mission gestion des risques et déplacements est une mission spécifique transversale aux quatre pôles.

MISSIONS

Elle assure :

- l'animation du dispositif de gestion de crise en lien avec les services de l'État et le SDIS ;
- la mise à jour et le développement des fiches réflexes (actualisation plan de gestion de trafic, plan inondation, préparation post crise,...) ainsi que le débriefing des retours d'expérience post crise ;
- le suivi des différents plans spécifiques pilotés par l'État et leur traduction au regard des compétences de Département ;
- la sensibilisation à la sécurité routière dans les établissements scolaires ;
- la gestion du transport adapté des élèves handicapés ;
- le développement des actions en faveur du covoiturage et de l'éco mobilité.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Amélioration de l'offre de transport des élèves et étudiants en situation de handicap

La mobilisation d'un plus grand nombre de véhicules, l'application des mesures sanitaires pour lutter contre la covid-19, associées à un changement de prestataires de transport a conduit le Département à réévaluer le budget destiné au ramassage scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap, soit un montant de **2 150 000€** (1 458 942 € réalisés en 2020). Afin de maîtriser les dépenses et de responsabiliser les familles, le règlement des transports a été actualisé pour l'année scolaire 2021/2022 de manière à privilégier davantage les modes de prise en charge impliquant l'accompagnement des élèves avec un véhicule familial ou en bus. La dématérialisation des échanges de données s'est poursuivie en conformité avec les exigences du RGPD, avec pour objectif d'optimiser à court terme le déroulement des procédures de gestion des transports.



Des zones de covoiturage ont été labellisées pour enrichir l'offre de déplacement à Pernes-les-Fontaines, Apt, Goult et Violès. Le Département a également été associé aux réflexions pour la mise en place du Plan d'Urgence Transport, aux études de modélisation du trafic et d'aménagement de l'aire de covoiturage d'Avignon Nord sur le secteur du Grand Avignon.

➤ Préparation à la gestion opérationnelle des crises

Lors du premier semestre 2021, la préparation de l'étape du Tour de France, lors de son passage le 7 juillet, a été l'occasion d'assurer une bonne coordination avec les partenaires institutionnels, et de mettre en place des moyens d'intervention et des outils d'échange innovants, facilitant ainsi le suivi et le pilotage des opérations. Le dispositif d'astreinte a été conforté par l'actualisation de la valise de crise dématérialisée (adaptation liée aux évolutions du contexte, des connaissances et des retours d'expérience). Le Département a également contribué à l'information préventive des populations sur les risques nucléaires en participant aux Commissions Locales d'Information (CLI) de Cadarache, et de Marcoule ainsi qu'aux groupes de travail de la Commission Locale d'Information des Grands Equipements Energétiques du Tricastin (CLIGEET) appelés à se prononcer sur la requalification de plusieurs installations du site nucléaire du Tricastin.

Les études lancées en 2021 ont concerné l'élaboration de plans d'actions relatifs notamment aux risques d'inondation de la Durance et du Rhône, et la mise en place de Plan d'Organisation de Mise en Sécurité (POMSE) dans les EDèS.

➤ Développement du réseau structurant d'aires de covoiturage



Le Département contribue à la résolution des problèmes de congestion de la circulation et à l'amélioration de l'accessibilité du public aux services sur l'ensemble de son territoire par le développement du covoiturage. En 2021, le Conseil départemental a poursuivi le développement d'un maillage d'aires de covoiturage et soutenu les actions visant à faciliter les mises en relation entre les usagers, en partenariat avec les communes et intercommunalités. Il a financé l'aménagement d'aires

en bordure d'axes routiers structurants, notamment à Villes-sur-Auzon (RD 942), Lamotte-du-Rhône (RD 994) et Visan (RD 976).

Fait marquant

L'organisation du Tour de France a démontré l'intérêt des retours d'expérience de l'ensemble des intervenants pour une meilleure anticipation et prévention des risques.



Chiffres clés



➤ Transport spécial des élèves et étudiants handicapés

- **2 440 251€** consacrés au transport de **567** élèves et étudiants handicapés

➤ Sécurité routière

- **36 100 €** consacrés à la sensibilisation à la sécurité routière
- **4 177** élèves concernés

➤ Coordination des risques majeurs

- Sécurité civile : **7** exercices de sécurité réalisés en coordination avec les services de l'État en Vaucluse
- **26** cadres formés aux risques majeurs

➤ Gestion des astreintes

- **208** signalements dans le cadre des astreintes (routes, transports, bâtiments, social)
- **51** cadres d'autorité et d'astreintes impliqués

Perspectives 2022

Il est envisagé de poursuivre l'acculturation aux risques par l'information et la sensibilisation dans le but de faire émerger des comportements adaptés en cas de crise.





8
AGENTS

SERVICE IMMOBILIER

Le Service immobilier est en charge de la gestion du patrimoine immobilier, de son acquisition jusqu'à sa valorisation.

MISSIONS

Le service recherche, évalue, négocie pour mener à terme les acquisitions nécessaires à l'exercice des compétences du Département. Il mène une gestion dynamique de ce patrimoine immobilier en veillant à sa valorisation notamment par des procédures de location ou de cession.

Cette activité conduit le service à travailler en transversalité avec l'ensemble des pôles de la collectivité.

Action majeure 2021



» Valorisation du patrimoine immobilier



Le Conseil départemental de Vaucluse a poursuivi en 2021 sa gestion dynamique du patrimoine immobilier en le valorisant et en concluant des nouvelles occupations du domaine public départemental, notamment sur le site du Laboratoire départemental d'analyses. Cette opération a permis de percevoir de nouvelles recettes de fonctionnement et d'éviter ainsi la vacance de locaux, le cas échéant.

Des cessions immobilières ont été réalisées avec notamment la vente d'une ancienne caserne de gendarmerie (Bollène) pour **1 260 000 €**.

Fait marquant



Le Département a obtenu définitivement la maîtrise foncière des terrains nécessaires au recalibrage de la RD 72 à l'issue d'une procédure devant le juge de l'expropriation qui s'est prononcé largement en faveur de la collectivité.

Chiffres clés



» Service immobilier

► Patrimoine

- **141** sites propriétés du Conseil départemental de Vaucluse
- **9** bâtiments loués par le Conseil départemental de Vaucluse
- **6** cessions foncières et **46** acquisitions foncières

► Accessibilité

- **40 %** des bâtiments départementaux conformes aux règles d'accessibilité
- **80** bâtiments inscrits dans l'Ad'Ap avec échéance en octobre 2025

Perspectives 2022



Les premières phases d'acquisition pour la maîtrise foncière du carrefour de Bonpas seront lancées en 2022. Le Département poursuit parallèlement les acquisitions nécessaires pour la maîtrise foncière de ses véloroutes.



26
AGENTS

DIRECTION DES BÂTIMENTS ET DE L'ARCHITECTURE

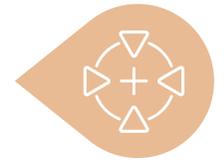
Elle assure en lien avec les pôles concernés la conduite de la réalisation des travaux neufs et de la réhabilitation des collèges et des bâtiments du Conseil départemental. Elle est en charge de contrôler périodiquement l'état de ces bâtiments. Enfin, elle garantit la maîtrise des coûts d'entretien, de maintenance et des grosses réparations pour améliorer la qualité et l'efficacité de la gestion des bâtiments.

MISSIONS

Elle est constituée de deux services, d'un bureau et de deux cellules.

- **Le Service opérations nouvelles et réhabilitation** assure la conduite des opérations en phase opérationnelle (études, travaux).
- **Le Service entretien, maintenance** gère en externe la maintenance des bâtiments et pilote les travaux d'entretien, d'aménagement et de grosses réparations des collèges et des bâtiments départementaux. Il propose des actions correctives et préventives. Il réalise des réaménagements de locaux et assure, en lien avec la Direction de la logistique ou la Direction des collèges, la gestion des demandes de travaux.
- **Le Bureau gestion administrative et financière** assure l'ensemble des missions administratives de la direction : assistance gestion administrative, gestion financière.
- **La Cellule faisabilité-programme** assure la conduite des études préalables de définition des opérations.
- **La Cellule transition énergétique** gère l'entretien-maintenance des équipements thermiques et impulse une dynamique d'optimisation de l'efficacité énergétique des bâtiments du Conseil départemental.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Réhabilitation et modernisation des collèges

Huit opérations d'envergure ont été réalisées en 2021 afin de permettre aux collégiens vauclusiens de vivre "leurs années collèges" dans les meilleures conditions et préparer au mieux leur avenir.

En phase travaux :

- poursuite de la restructuration partielle du collège Pays des Sorgues au Thor ;
- réhabilitation du collège Voltaire à Sorgues.



En phase études :

- réhabilitation des collèges Alphonse Daudet à Carpentras, Jules Verne au Pontet, Joseph Vernet à Avignon, Charles Doche à Pernes les Fontaines, et SEGPA du Lavarin à Avignon ;
- réhabilitation de la demi-pension du collège Vallée du Calavon à Cabrières.

En outre le Département a participé au financement des 6 cités mixtes, notamment pour la restructuration de la Cité Mixte Charles de Gaulle à Apt.

➤ Pour un entretien durable des collèges

Pour une bonne gestion patrimoniale, et un maintien de la qualité de nos bâtiments, les travaux ont concerné les grosses réparations avec un accent particulier sur :

- la performance énergétique des équipements techniques liés à l'exploitation (réfection de chaufferies...);
- le clos et couvert des bâtiments (isolation, étanchéité...);
- la mise en conformité technique : électrique, ascenseurs, incendie, portails automatiques...;
- l'aménagement extérieur : réfection de cours de récréation et de parkings, création des aménagements et restructurations liés aux évolutions pédagogiques (espaces scientifiques,..) ou sanitaires (traitement des déchets);

- les travaux d'accessibilité handicapés : mise en œuvre de l'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée);
- la sécurisation des collèges : généralisation des serrures électroniques.

➤ Conduite des projets de construction et de réhabilitation

Afin d'offrir aux vauclusiens des lieux d'accueil de qualité et de proximité, et de permettre à ses agents de travailler dans de bonnes conditions, le Conseil départemental s'est engagé dans des travaux de réhabilitation de l'EDeS de Lassone à Carpentras, de construction de l'EDeS d'APT (Opération BDM Bronze) et de l'antenne de l'EDeS d'Apt à Sault.

Pour préserver le patrimoine, les installations de chantier des travaux de restauration des façades et couverture du Palais des Papes à Avignon ont été opérationnelles.

Enfin, la construction du pôle de recherche et de conservation à Avignon, la réhabilitation du site de Vedène, la restructuration des locaux du Pôle solidarités et la construction de la MDPH à Avignon (concours de maîtrise d'œuvre) ont été soumis à l'étude.



Fait marquant



La maîtrise d'œuvre de la MDPH a été attribuée à l'équipe de LETEISSIER CORRIOL de Marseille.

L'appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution d'une convention de mise à disposition de toiture pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment du centre routier de Carpentras a été lancé.

Chiffres clés



➤ Entretien bâtiments

- **151** sites entretenus par le Département (Enseignement, Culture, Sport, Social, Routes, Gendarmeries, sites diverses...)
- **148** installations contrôlées

➤ Restructurations, réhabilitations, constructions

- **60** opérations clôturées dans l'année
- **2** opérations en Garantie de Parfait Achèvement représentant un coût total de **10 330 834 €** :
 - Collège du Pays des Sorgues à Le Thor : **5 974 656 €**
 - CEER Agence de Carpentras : **4 356 178 €**

➤ Maintenance

- **394 983 €** consacrés aux travaux de maintenance des bâtiments hors collèges

Perspectives 2022



Il est envisagé la livraison de 3 chantiers : l'EDeS d'Apt, l'antenne EDeS d'Apt à Sault, l'EDeS de Lassone à Carpentras.

En ce qui concerne les collèges, les travaux du Collège Saint Exupéry à Bédarrides et Lou Vignarès à Vedène démarreront en 2022.





297
AGENTS

DIRECTION DES INTERVENTIONS ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Elle est en charge de l'ensemble des politiques d'entretien, d'exploitation et de sécurité du réseau routier, ainsi que de la mise en œuvre du Dispositif d'Aide Technique aux Communes (DATC).

Elle s'articule avec les quatre Agences Routières Départementales (ARD) et les onze Centres d'Entretien et d'Exploitation Routiers (CEER). Elle est constituée de deux services et de deux cellules.

Le Service politiques et expertises comprend :

- le Bureau information routière ;
- le Bureau sécurité routière ;
- le Bureau ouvrages d'art ;
- le laboratoire routier.

Le Service prestations mutualisées comprend :

- L'atelier mécanique ;
- le centre de travaux spécialisés.

La Cellule programmation budgétaire et contrôle des marchés.

La Cellule de pilotage des activités des Agences Routières Départementales.

MISSIONS

➤ **Le Service politiques et expertises** est chargé de définir et de coordonner les politiques menées.

Il comprend :

- **le Bureau information routière** organisé autour de 2 thématiques :
 - la gestion du domaine public, à savoir la coordination des actes de gestion (arrêtés de voirie, permissions de voirie, avis sur documents d'urbanisme)
 - le système d'information routière en charge du pilotage des outils d'information routière.
- **le Bureau sécurité routière** qui assure la coordination des actions et des projets de sécurité routière : suivi et analyses des données trafic et accidentologie, diagnostics et expertises, programmation des actions à conduire, relations avec les services de l'État, politique de signalisation et d'équipements de la route.
- **le Bureau ouvrages d'art** en charge de la programmation et du suivi des travaux d'entretien des ouvrages d'art.
- **le laboratoire routier** assure, en lien avec les services opérationnels, une mission de veille technique et de conseil, ainsi que le contrôle de la qualité des travaux réalisés (terrassements, enrobés, bétons).
- **Le Service prestations mutualisées** assure une mission de services supports aux 4 agences routières en mettant à leur disposition les matériels roulants et des équipements spécifiques nécessaires à l'entretien et à l'exploitation des routes. Il comprend un atelier mécanique et un centre de travaux spécialisés.
 - **L'atelier mécanique** assure l'entretien et la réparation des matériels roulants avec une thématique « achats et matériels » chargée d'élaborer



les choix de matériels en lien avec les services et agences dont il assure le suivi, le contrôle et la gestion du magasin.

- **Le centre de travaux spécialisés** assure les travaux spécialisés sur le réseau routier en coordination avec les agences routières.
 - **La Cellule programmation budgétaire et contrôle des marchés** assure le pilotage des outils financiers et la gestion des procédures des marchés publics.
 - **La Cellule de pilotage des activités des Agences Routières Départementales** assiste la direction dans le pilotage et le suivi de l'activité des ARD afin d'orienter la stratégie d'entretien du Conseil départemental. À cette cellule est rattaché le référent hygiène et sécurité dans l'objectif de renforcer son rôle notamment dans l'animation nécessaire en la matière.
 - **Les quatre Agences Routières Départementales** mettent en œuvre les politiques d'entretien, de sécurité et d'exploitation routière sur l'ensemble du territoire départemental. Elles assurent la présence territoriale du Département auprès des acteurs territoriaux et des usagers/riverains du réseau routier.



- **Les onze Centres d'Entretien et d'Exploitation Routiers (CEER)** exercent les missions traditionnelles d'entretien et d'exploitation de la route (patrouillage, fauchage, viabilité hivernale, maintien de la signalisation, maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien courants, ...).

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



► Un plan de gestion des aires de repos et d'arrêt pour renforcer l'attractivité touristique et préserver la biodiversité de la faune et de la flore

Dans le cadre de l'aménagement du réseau routier départemental, **97** aires de repos et **101** aires d'arrêt ont été équipées le long des **2 300 km** de voies. Ces aires sont implantées au sein d'un patrimoine naturel exceptionnel par la diversité des paysages et pour certaines sur des routes touristiques à forte renommée (Ventoux, Nesque, Luberon). Elles attirent des profils d'usagers très variés qui recherchent un endroit agréable, sécurisé et propre pour s'arrêter, se reposer ou pique-niquer.

Afin d'intégrer cette diversité des paysages et des usages, le Conseil Départemental de Vaucluse a souhaité se doter d'un plan de gestion de ses aires de repos et d'arrêt en proposant un maillage adapté du territoire, une maîtrise de ses dépenses d'entretien et une valorisation de son patrimoine foncier.

Ce plan constitue un levier pour une gestion différenciée des aires prenant en compte la qualité des paysages, l'attrait touristique et la préservation de la biodiversité de la faune et de la flore locales.

► Amélioration de la sécurité des routes départementales dans le cadre du programme pluriannuel d'entretien

Afin d'améliorer la sécurité du réseau routier, la Direction des interventions et de la sécurité routière a mis en œuvre des opérations globales de mise en sécurité des routes départementales dans le cadre du programme pluriannuel d'entretien.

À titre d'exemple, la RD942 qui parcourt les Gorges de la Nesque, route pittoresque et touristique du Département, a fait l'objet en 2021 de plusieurs opérations coordonnées : travaux de renforcement d'un talus fragilisé, purges de rochers sur falaises menaçant, réfection de la couche de roulement (par une technique innovante en enrobés minces fibrés moins consommatrice en matériaux neufs), mise en conformité des dispositifs de retenue.

► Une gestion plus globale et plus approfondie des déchets sauvages avec le plan départemental de prévention et de gestion des déchets des abords routiers

Les services du Département en charge de l'entretien et de l'exploitation des routes départementales sont à la fois producteurs et détenteurs de déchets générés par les usagers de la route.

Impliqués depuis de nombreuses années sur la thématique des déchets sauvages en bord de route, les services du Département ont réalisé un travail continu de collecte, mais cette problématique des déchets sauvages reste très prégnante voire s'amplifie sur certains secteurs. Chaque jour, les agents chargés de l'entretien et de l'exploitation du réseau constatent la présence de nombreux déchets sauvages le long des routes pouvant potentiellement constituer une nuisance importante pour la santé humaine, l'environnement et la biodiversité. Ces déchets très visibles en bord de route présentent aussi de forts impacts paysagers véhiculant une image dégradée des territoires du Vaucluse.

Face à cette problématique et à la prise de conscience de l'enjeu sanitaire et environnemental de la dispersion des déchets notamment des matières plastiques dans les milieux naturels, le Département de Vaucluse a donc initié une gestion plus globale et plus approfondie vis-à-vis de ces déchets sauvages afin de mettre en place un plan départemental de prévention et de gestion des déchets des abords routiers, de réduire ces déchets en impliquant les usagers et les acteurs locaux.

Fait marquant



Le Département a accueilli le 7 juillet 2021 l'étape 100% vauclusienne du Tour de France entre Sorgues et Malaucène, avec deux montées du Ventoux. La préparation de cette étape de 199 kms a mobilisé et fédéré pendant plusieurs semaines cadres et agents de la Direction des interventions et de la sécurité routière, ainsi qu'une mobilisation d'une centaine d'agents pour assurer le bon déroulement et la sécurité de l'épreuve.

Chiffres clés



➤ Agences routières

- **11** Centres d'Entretien et d'Exploitation Routiers (CEER) répartis sur **4** Agences Routières :
 - Carpentras : **759 kms** gérés par **3 CEER**
 - Isle sur la Sorgue : **636 kms** gérés par **2 CEER**
 - Pertuis : **398 kms** gérés par **2 CEER**
 - Vaison la Romaine : **533 kms** gérés par **4 CEER**

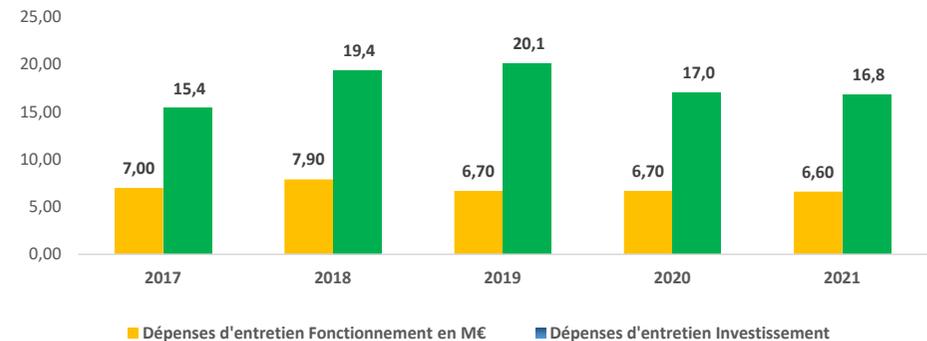
➤ Entretien et exploitation du réseau routier départemental

- **23,4 M€** consacrés à l'entretien des Routes Départementales :
 - **6,6 M€** en fonctionnement
 - **16,8 M€** en investissement
- Coût de revient net d'entretien total par km (Hors frais de personnel et recettes liées à l'activité entretien) : **10 071 €**
- **27 628 kms** de fauchage
- **358 tonnes** d'enrobés à froid

➤ Matériels

- **57** camions et fourgons bennes
- **53** fourgons
- **30** tracteurs débroussailleurs
- **18** tractopelles et chargeurs

Évolution des dépenses d'entretien en M€



Perspectives 2022

La prise en compte du développement durable dans l'entretien et l'exploitation de la route se poursuivra avec notamment le renforcement du plan déchets, la concrétisation de la trame turquoise, et l'élaboration du plan départemental de gestion du patrimoine arboré en bordure de route.



37
AGENTS

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT ROUTIER

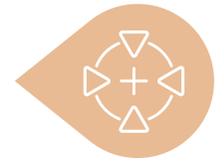
Elle pilote l'ensemble des opérations d'aménagement du réseau. Les projets ayant un impact sur la géométrie du réseau ont vocation à être traités par cette direction.

MISSIONS

Elle comprend trois services et une cellule.

- **Le Service travaux** assure la maîtrise d'œuvre en phase travaux des opérations d'investissement les plus importantes, d'autres chantiers pouvant être confiés aux agences routières. Dans ce cadre, il veille à la bonne exécution technique des chantiers et à leur suivi financier.
- **Le Service maîtrise d'ouvrage** est en charge de la maîtrise d'ouvrage des opérations de modernisation du réseau routier départemental, de la sécurisation et d'aménagement des entrées et traversées d'agglomération, de la mise en sécurité des arrêts de bus et des projets départementaux des vélo routes. Il s'appuie sur les services de maîtrise d'œuvre de la direction ou des agences routières.
- **Le Service études** porte les missions de maîtrise d'œuvre études des projets routiers pour le compte des conducteurs d'opérations. Il est composé :
 - d'un Bureau d'études générales en charge des études et procédures réalisées en amont des projets ;
 - d'un Bureau d'études opérationnelles qui réalise en régie une partie des études techniques des projets routiers portés par la direction et coordonne l'action des bureaux d'études en agence.
- **La Cellule programmation budgétaire** intègre les fonctions de perception des recettes.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Réfection de la chaussée de la RD 943 entre Apt et Lourmarin

La Combe de Lourmarin est une vallée creusée dans le massif calcaire par la rivière Aiguebrun (le seul cours d'eau du Luberon), entaillant véritablement le massif du Luberon en deux parties bien distinctes : à l'Ouest le Petit Luberon et à l'Est le Grand Luberon. Cette combe, creusée sur un axe Nord-Sud, débute au sud-ouest du village de Buoux, et se termine peu avant l'arrivée dans le village de Lourmarin, classé parmi les plus beaux villages de France. Située au cœur du Luberon intérieur, la Combe de Lourmarin est identifiée comme itinéraire de qualité paysagère majeure dans l'atlas des paysages de Vaucluse. La RD 943, est l'unique voie de passage pour traverser le Luberon et relier le Pays d'Apt au Pays d'Aigues. La section concernée, qui représente un linéaire de près de 17 km, se situe entre le Chemin de Lauzières sur la commune de Lourmarin et le carrefour avec la RD 943B (giratoire entrée Sud) sur le territoire de la commune d'Apt. Le renouvellement du revêtement de la chaussée, a permis de sécuriser l'itinéraire et d'améliorer le confort de roulement des différents usagers.

➤ Introduction d'un critère environnemental dans le jugement des offres

Dans le cadre de la démarche partenariale engagée entre le Département de Vaucluse et la Fédération Départementale des Travaux Publics, l'accent a été mis sur l'approche environnementale des travaux publics dans le domaine des aménagements routiers. Ainsi, il a été décidé d'introduire un critère environnemental dans le jugement des offres remises suite aux consultations lancées par la Direction de l'aménagement routier. Ce critère est aujourd'hui valorisé à hauteur de 20% de la valeur technique de l'offre.

➤ Construction de la véloroute Via Venaissia entre les communes de Pernes les Fontaines et Velleron

Le Département de Vaucluse est fortement engagé dans le développement des itinéraires cyclables avec notamment trois axes principaux : la ViaRhôna (Euro-Vélo 17), la Véloroute du Calavon (Euro-Vélo 8) et la ViaVenaissia.

Pour cette dernière, l'année 2021 a été l'occasion de relier les communes de Pernes les Fontaines et de Velleron et ainsi d'envisager une continuité jusqu'à Carpentras à l'horizon 2023.



Fait marquant



Les travaux concernant l'opération de suppression du passage à niveau n°15, classé préoccupant, sur la RD900 au droit des communes de l'Isle sur la Sorgue et de Cavaillon, ont été engagés, avec pour objectif une suppression effective à la fin de l'année 2023. Le plan de financement a été validé.

Chiffres clés



➤ Aménagement routier

- **31 568 155€** investis pour les aménagements routiers
- **6 450 861€** investis pour les véloroutes
- **16** opérations livrées, notamment :
 - La RD 72 à Orange
 - La RD 900 - suppression PN15
 - La RD 38 à Pernes les Fontaines
 - La RD 17 à Sorgues
- **9** opérations en cours de réalisation, dont :
 - La liaison entre la RD 956 et la RD120 à La Tour d'Aigues
 - La RD 221 - giratoire à Sarrians
 - La RD 942 - échangeur du Plan à Entraigues sur la Sorgue
 - La RD 907 - giratoire avec la RD 66 à Bédarrides
 - La Vélo route Robion / Cavaillon

Perspectives 2022



Il est prévu l'achèvement de l'Euro Véloroute 17, Via Rhôna, qui traversera le département de Vaucluse du Nord au Sud entre les communes de Lapalud et d'Avignon.





CARTES DU RÉSEAU ROUTIER





PÔLE DÉVELOPPEMENT

730
AGENTS

Il pilote les politiques publiques départementales relevant de :

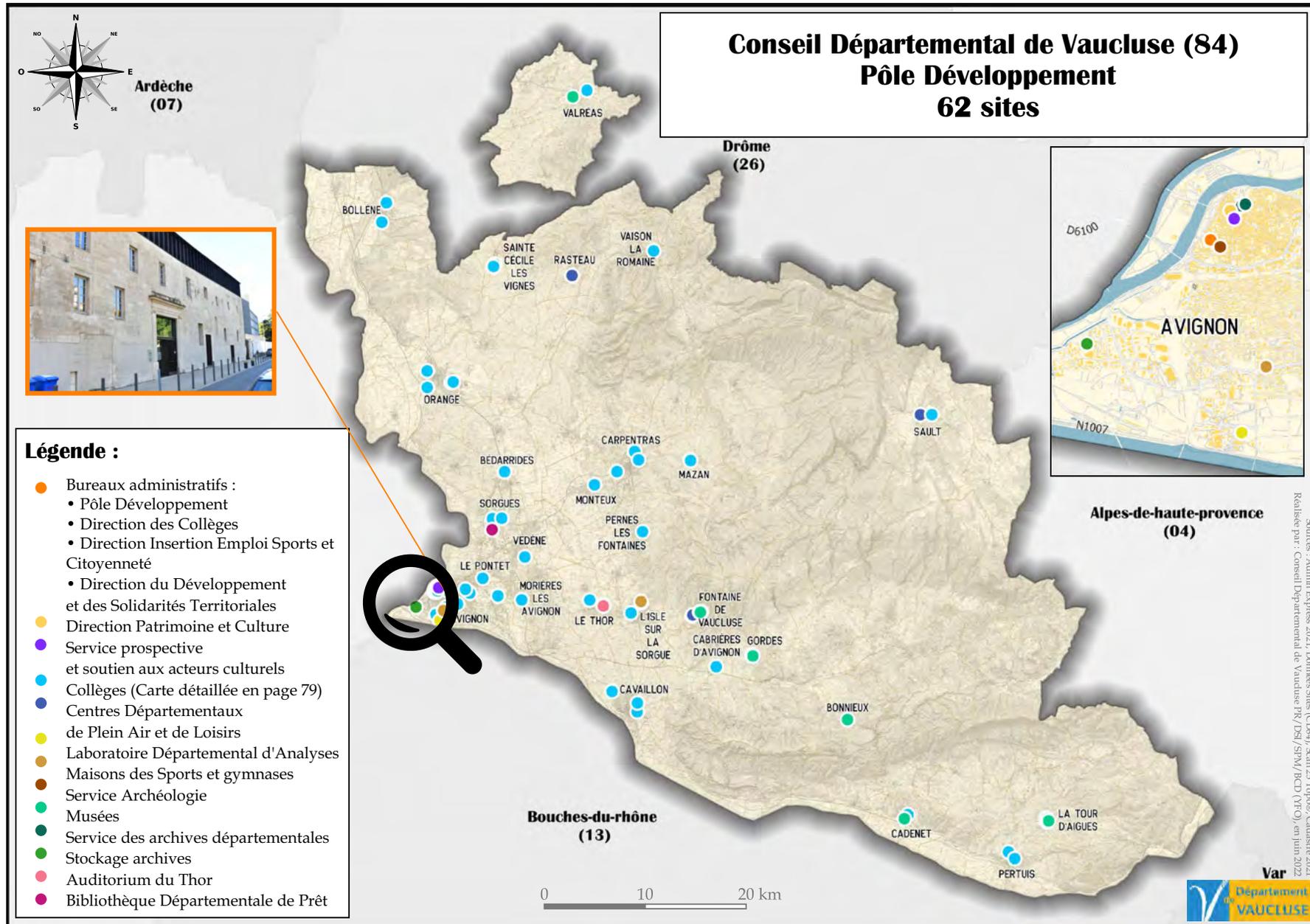
- la Direction des collèges ;
- la Direction du patrimoine et de la culture ;
- la Direction de l'insertion, de l'emploi, des sports et de la citoyenneté ;
- la Direction du développement et des solidarités territoriales.

Il s'appuie sur quatre missions :

- la Mission d'appui budgétaire, logistique, marchés, commande publique, bâtiments ;
- la Mission d'appui ressources humaines ;
- la Mission d'appui informatique, nouveaux applicatifs, systèmes d'information, e-administration ;
- la Mission d'appui juridique, procédures internes et pilotage du soutien aux associations.



LOCALISATION DES SITES





86
AGENTS

DIRECTION DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE

La Direction du patrimoine et de la culture contribue à la mise en œuvre de la politique culturelle du Département, afin de favoriser l'accessibilité à la culture à tous les Vauclusiens. Les objectifs de cette politique, outre le fait de compenser les déséquilibres géographiques, calendaires et thématiques, sont de développer des actions de proximité, de mise en valeur du patrimoine vauclusien, de veiller à la coordination et à la mutualisation des ressources, de permettre la professionnalisation des acteurs de la culture et enfin de favoriser la mise en réseau.

Elle est constituée de quatre services.

- le Service prospective et soutien aux acteurs culturels ;
- le Service de la conservation départementale ;
- le Service archéologie ;
- le Service des archives départementales.

De plus, la direction gère la scène départementale de l'Auditorium Jean Moulin située au Thor qui décline une programmation artistique à destination de tout public et des scolaires.

MISSIONS

➤ **Le Service prospective et soutien aux acteurs culturels** met en œuvre le dispositif départemental en faveur de la Culture issu des schémas départementaux Patrimoine et Culture et des Enseignements Artistiques. Il instruit les demandes de subvention en faveur des associations, des conservatoires et des écoles de musique et des collectivités territoriales. Il gère les dossiers relatifs à l'éveil musical en milieu scolaire primaire rural et en milieu spécifique, ainsi que les dossiers de bourses « arts plastiques ». Il met en place des outils opérationnels d'évaluation artistique et financière des structures. Il développe une fonction ressource culturelle et artistique (base de données, outils pédagogiques de médiation,...) et la programmation artistique du centre départemental à Rasteau.

➤ **Le Service de la conservation départementale** exerce une responsabilité scientifique, technique, mutualisée sur cinq musées départementaux et un musée associé par convention. Il participe à leur valorisation culturelle et touristique. Il rassemble également les actions en direction du patrimoine culturel autour du dispositif départemental en faveur du patrimoine avec notamment, comme objectifs dictés par la chaîne patrimoniale, la mission inventaire en lien avec la Région avec laquelle le Département est conventionné depuis 2014.

Le service est composé de deux bureaux.

- **Le Bureau des collections, du patrimoine et de la recherche** est chargé de la gestion des collections, des programmes scientifiques, de la mission patrimoine. Il regroupe les fonds muséaux et documentaires, les programmes de recherches et le soutien à la restauration du patrimoine.
- **Le Bureau de la coordination, des publics et du développement** gère le fonctionnement quotidien des musées, la mission des publics et les projets de promotion et de développement. Il s'articule autour de trois axes : les publics des musées et la médiation culturelle, la promotion et le développement touristique, l'accueil et la surveillance des musées.

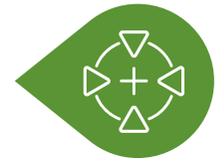
➤ **Le Service archéologie** assure la gestion préventive du patrimoine (diagnostics et fouilles), réalise des études de bâti et des suivis de travaux. Il apporte aide et conseils aux aménageurs publics et privés et gère les collections de biens archéologiques mobiliers mis au jour sur le territoire départemental. Ses collaborateurs participent à des publications, des expositions, des actions pédagogiques et assurent des conférences pour diffuser les résultats de leur recherche aussi bien à destination de la communauté scientifique que du public.

➤ **Le Service des archives départementales** a pour mission d'assurer la collecte, le classement, la conservation, l'inventaire, la communication et la valorisation des archives anciennes et contemporaines départementales ainsi que le contrôle des archives publiques, courantes et intermédiaires des services producteurs. Ses enjeux visent à la mise en œuvre de l'archivage électronique, pérenne et sécurisé, et à la mise à disposition des données publiques dans le contexte large de l'open data.

Le service est composé de deux bureaux.

- **Le Bureau des fonds** chargé de l'ensemble de la chaîne archivistique depuis le contrôle scientifique et technique de l'État jusqu'à la finalisation des instruments de recherche.
- **Le Bureau des publics** chargé de la mise à disposition des instruments de recherche, de la communication des documents et de la valorisation des fonds.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ L'archéologie au service de la connaissance du territoire vauclusien

L'activité opérationnelle du service, outre le soutien habituel aux aménageurs publics et privés, a accompagné plusieurs projets départementaux (déviation d'Orange, suppression du PN15 entre Cavaillon et L'Isle-sur-la-Sorgue).

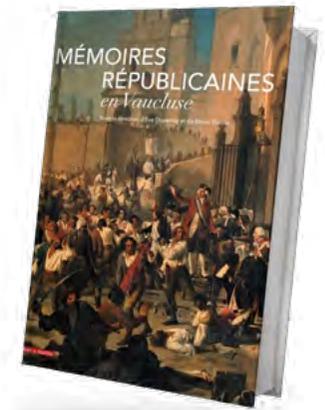
L'exposition « Archéo-sexisme & visages d'archéologues vauclusiennes » a permis de valoriser les travaux de femmes œuvrant à la conservation et à l'étude du patrimoine archéologique local.



➤ La conservation et la valorisation du patrimoine

La programmation « plein les yeux » a été déclinée en 77 événements dont l'exposition « Mémoires républicaines, la mémoire douloureuse de 1791 à 1794 » accompagnée de l'ouvrage éponyme paru aux éditions mare & martin. **39** projets de restauration ont été soutenus au titre du dispositif en faveur du Patrimoine. **189** objets et édifices patrimoniaux ont été inventoriés avec le soutien de la Région.

L'export de **170** fiches objets des collections des musées a été réalisé sur la base « Joconde » du Ministère de la Culture.



➤ Une nouvelle ambition pour les Archives départementales

Tandis que débutaient les travaux de restauration des façades du palais des Papes occupé par les Archives, le chantier des fonds préalable au déménagement vers le futur site s'est poursuivi activement. En même temps, le projet de nouveaux bâtiments évoluait de l'APS (Étude d'Avant-Projet Sommaire) à l'APD (Étude d'Avant-Projet Définitif).

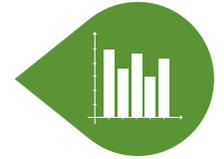
La fin de l'expérimentation fonctionnelle de la solution VITAM a permis de consolider le projet de Système d'Archivage Électronique et d'identifier les solutions techniques appropriées.

Fait marquant



L'obtention de l'habilitation en avril 2021 a conforté les missions opérationnelles et de valorisation du Service d'archéologie pour les cinq années à venir. L'année 2021 a permis de consolider le projet de Système d'Archivage Électronique.

Chiffres clés



➤ Conservation et revalorisation du patrimoine

- Expositions in situ et itinérantes, événements nationaux, animations in situ et de territoire, action culturelle des archives et conservation départementale : **12 941** visiteurs
- Site internet des archives : **101 065** visiteurs
- **26 179 mètres linéaires** de fonds conservés
- **40 068 €** de recettes au titre des chantiers de fouille archéologiques
- **702** acquisitions pour les bibliothèques des musées, des archives et de l'archéologie

➤ Prospective et soutien aux acteurs culturels

- **3 380 350 €** de subventions de fonctionnement versées aux acteurs culturels
- **42** structures d'enseignement artistique soutenues à hauteur de **230 349 €**

Perspectives 2022

2022 devrait voir aboutir le choix de la solution du Système d'Archivage Electronique, et les premières pistes de mutualisation avec les collectivités territoriales vauclusiennes, pour une mise en service en 2023.





100
AGENTS

DIRECTION DE L'INSERTION, DE L'EMPLOI, DES SPORTS ET DE LA CITOYENNETÉ

L'insertion professionnelle et le Revenu de Solidarité Active (RSA), les sports et la citoyenneté sont les principales missions de la Direction de l'insertion, de l'emploi, des sports et de la citoyenneté dont l'objectif est de favoriser le retour à l'emploi salarié ou entrepreneurial, par le biais de l'économie sociale et solidaire, en mobilisant tous les leviers relevant de compétences départementales comme la lecture et l'éducation populaire qui doivent concourir à l'intégration, au mieux vivre ensemble.

Elle est composée de quatre services.

Le Service livre et lecture constitué de deux bureaux :

- le Bureau Ressources ;
- le Bureau Développement des collections, des publics et des territoires.

Le Service sport et éducation populaire constitué de deux bureaux :

- le Bureau Animation des activités de pleine nature ;
- le Bureau de la Prospective et soutien aux acteurs du sport et de l'éducation populaire.

Le Service droits au Revenu de Solidarité Active

Le Service insertion, emploi, jeunesse constitué de deux bureaux et d'une mission transverse :

- le Bureau ingénierie et pilotage insertion emploi jeunesse ;
- le Bureau parcours individuels insertion ;
- la Mission transverse systèmes d'information et d'évaluation.

MISSIONS

➤ **Le Service livre et lecture** accompagne un réseau de 102 bibliothèques (informations, conseils, expertise, apport de documents, formations, prêt d'expositions, dispositif de subventions) via des conventions passées entre le Département et les communes. Il mène des actions en partenariat avec des acteurs de terrain qui œuvrent en faveur de la lecture, mais aussi des pratiques d'écriture et de la lutte contre l'illettrisme : journée petite enfance, formation « lecture, écriture » à destination des animateurs des accueils de loisirs sans hébergement, formation des intervenants de l'opération « lire et faire lire », organisation du Prix départemental de lecture à voix haute pour les élèves de 6^{ème} et de 5^{ème}).

Il est composé de deux bureaux :

- **le Bureau ressources ;**
- **le Bureau développement des collections, des publics et des territoires.**

➤ **Le Service sport et éducation populaire** assure la mise en œuvre des politiques de développement sportif (schéma départemental des équipements sportifs, schéma des activités de pleine nature, soutien au mouvement sportif, gestion de la maison départementale des sports, organisation de manifestations). Il aide au soutien à l'éducation populaire auprès des centres départementaux de plein air et de loisirs, et des accueils de loisirs sans hébergement.

Il est constitué de deux bureaux :

- **le Bureau animation des activités de pleine nature ;**
- **le Bureau de la prospective et soutien aux acteurs du sport et de l'éducation populaire.**

➤ **Le Service droits au Revenu de Solidarité Active** est chargé de l'instruction et de la prise de décision en matière d'ouvertures et de fermetures des droits au RSA, non subdélégués à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Il prend également les décisions de réintégration dans le dispositif, après une sortie suite à une sanction. Il gère les indus et les demandes de remises gracieuses des créances non subdéléguées à la CAF ou à la MSA.

Lieu de ressources pour l'ensemble des intervenants du dispositif RSA, il délivre également les agréments relatifs à l'instruction administrative des demandes RSA et assure le contrôle des droits et devoirs des allocataires du dispositif ainsi que le traitement des dossiers présentant une suspicion de fraude. Il examine tous les recours gracieux et les contentieux.

➤ **Le Service insertion, emploi, jeunesse** gère l'ensemble des dispositifs et partenariats des domaines de l'insertion : contractualisation, suivi, orientation, référencement des allocataires du RSA, contrats aidés, mobilisation des acteurs de l'insertion sur les actions favorisant l'employabilité, communication autour de l'offre d'insertion, suivi des actions relevant de l'insertion par l'activité économique, actions de soutien à la mobilité.

Il comprend deux bureaux et une mission :

- **le Bureau ingénierie et pilotage insertion emploi jeunesse** assure le suivi du Plan Départemental d'Insertion (PDI), du Pacte Territorial d'Insertion (PTI), du Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI), de la Convention Stratégie Pauvreté (volet Insertion) et de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM). Il élabore, met en œuvre et évalue les dispositifs d'insertion professionnelle départementaux : référencement et accompagnement des bénéficiaires du RSA, gestion de la CAOM, gestion de l'Insertion par l'Activité Économique, du Fonds Social Européen (FSE), des clauses d'insertion. Il a en charge le pilotage de la politique Jeunesse, l'animation du partenariat et la démarche d'amélioration continue ;
- **le Bureau parcours individuels insertion** gère le traitement et la validation des Contrats d'Engagement Réciproque (CER) et des Projets Personnalisés d'Accès à l'Emploi pour le rétablissement des droits (PPAE). Il assure l'assistance téléphonique aux bénéficiaires du RSA et aux référents y compris pour la plateforme « Job Vaucluse ». Il a en charge la saisie du référencement et le traitement des Aides Individuelles Départementales (AID) ainsi que l'organisation et le suivi des équipes pluridisciplinaires, les réorientations du référencement ;
- **la Mission transverse systèmes d'information et d'évaluation**, rattachée directement au chef de service, assure la gestion de l'applicatif métier IODAS, la gestion des accès CAF, Pôle Emploi, MSA, la gestion des indicateurs d'activités (DRESS, indicateurs service, performances...) et la gestion technique de la plateforme Job Vaucluse.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Une politique d'insertion et d'emploi renforcée

En 2021, le Département a mis en œuvre la refonte des dispositifs de référencement et d'accompagnement des bénéficiaires RSA notamment par une prise en charge des allocataires RSA et la signature du Contrat d'Engagement Réciproque dans les 30 jours à compter de l'entrée dans le dispositif.



Le Département a également marqué sa volonté de soutenir l'Insertion par l'Activité Economique (IAE) en poursuivant son soutien financier aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique qui sont de véritables tremplins pour l'insertion professionnelle des allocataires du RSA, et en favorisant la transversalité vers le secteur privé de l'Economie.

➤ Un panel d'outils permettant le retour à l'emploi

Dans le cadre de la refondation des dispositifs de référencement et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA, plusieurs actions ont été activées par le Département pour lever les freins périphériques à l'Insertion professionnelle dans les domaines suivants :

Mobilité : Plateforme départementale Mobilité « jebougeenvaucluse.fr » (conseils et solutions de mobilité) et Action Permis de conduire (formation intensive au sein d'une auto-école solidaire) ;

Garde d'enfants : Dispositif crèches AVIP (A vocation d'Insertion Professionnelle) en partenariat avec la CAF, la MSA et Pôle emploi. 38 places sont disponibles en Vaucluse ;

Inclusion numérique : Ateliers numériques proposés par 6 prestataires sur l'ensemble du Vaucluse ;

Linguistique : Plateforme de positionnement linguistique en partenariat avec le Centre Régional de Formation Professionnelle ;

Formation : Partenariat avec l'AFPA pour une orientation vers les formations Prépa Compétences et compétences PEC (Parcours Emploi Compétences) ;

Santé : Partenariat avec l'association Isatis pour un accompagnement des bénéficiaires du RSA présentant des difficultés psychologiques et/ou psychiques.

➤ L'adoption du Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires de Vaucluse

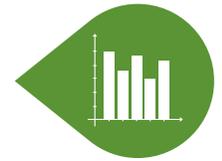
Par délibération n° 2021- 379 du 28 mai 2021, le Département a adopté son Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires de Vaucluse accompagné de la procédure d'instruction et du règlement d'inscription, ainsi que de la liste des Espaces Sites et Itinéraires d'intérêt départemental. La stratégie départementale vise à qualifier et pérenniser les lieux de pratiques sportives de nature, sans compromettre l'intégrité des écosystèmes ni l'exercice des autres activités et le droit de propriété, et aussi de favoriser l'accès aux activités de pleine nature pour tous et d'améliorer l'attractivité touristique du territoire.



Fait marquant



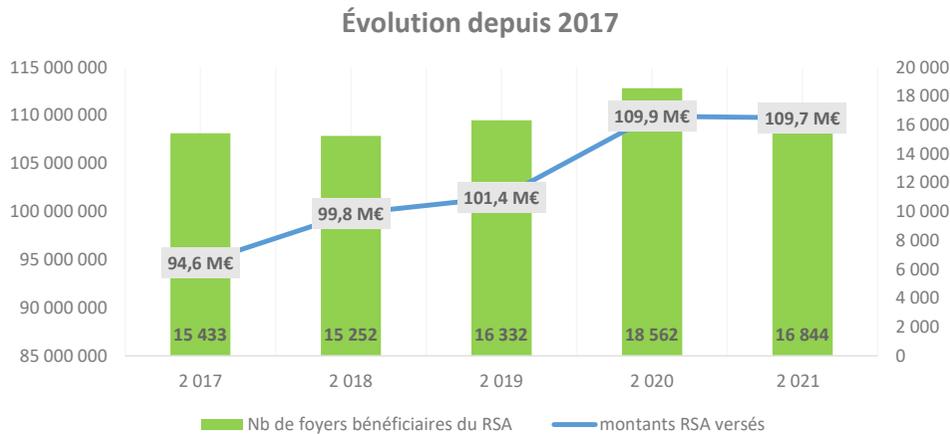
Premier centre en France à être labellisé par la Fédération Française de Cyclisme (FFC) ainsi que par la Fédération Française de Cyclotourisme (FFVélo), le **centre départemental de Rasteau** a bénéficié d'une **double labellisation « Gravel »**. Notre expertise dans le domaine « Gravel » a été mise en valeur lors de notre participation aux premières assises nationales «Gravel » dans les Pyrénées.



Chiffres clés

➤ Allocation RSA

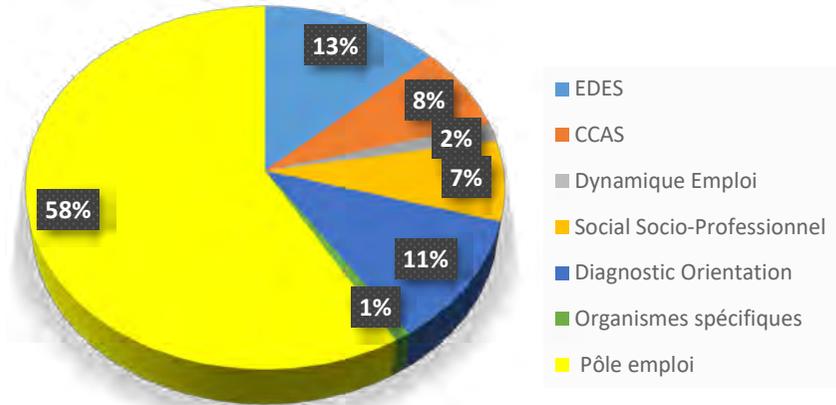
- **9 564** entrées dans le dispositif, soit **-11%** par rapport à 2020
- **9 939** sorties du dispositif, soit **+ 37%** par rapport à 2020
- **748** bénéficiaires du RSA bénéficient d'un accompagnement



➤ Soutien aux opérateurs de l'insertion par l'activité économique Source : Agence de Service et de Paiement (ASP)

- **1 383** bénéficiaires du RSA entrés dans une action IAE dont **191** dans les Relais Travail Saisonnier (RTS) non concernés par les sorties positives
- **332** bénéficiaires du RSA sortis d'une action IAE
- Taux d'issues positives : **28 %**

Structures de référencement



➤ Action insertion emploi jeunesse

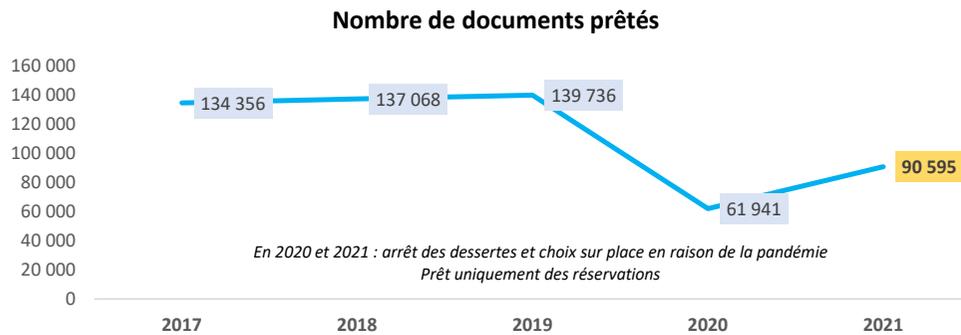
- **2 203 600 €** versés au titre des contrats aidés, soit **11%** de plus qu'en 2020 :
 - Contrat Unique d'Insertion (CUI) : **1 203 600 €**
 - Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) : **1 000 000 €**
- **954** contrats aidés dont **156** Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et **798** Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)

➤ Éducation populaire

- **223 900 €** consacrés à l'Éducation populaire

➤ Livre et lecture

- Ressources numériques : **58** bibliothèques proposant l'offre «Vivre connectés»
- **17 777** réservations faites au catalogue
- **457** supports d'animation prêtés



➤ Sport

- **409** associations sportives soutenues à hauteur de **1 301 947 €**
- **41** clubs subventionnés au niveau régional et **63** clubs subventionnés au niveau national

Perspectives 2022

Lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par l'État, le Département mettra en œuvre en 2022 le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi, avec pour objectif la coordination de tous les acteurs appelés à intervenir dans le parcours vers l'emploi (CAF/MSA, Pôle emploi, CCAS, missions locales, structures d'insertion...), et la simplification des démarches et du déroulement du parcours du bénéficiaire.



460
AGENTS

DIRECTION DES COLLÈGES

La Direction des collèges a pour principale mission, le suivi de toutes les activités des établissements publics locaux d'enseignement, en investissement et en fonctionnement, en prenant en compte leur spécificité de culture (Éducation Nationale) et de fonctionnement (périodes de fermeture, double autorité fonctionnelle et hiérarchique), mais également, la sectorisation des collèges et la définition des objectifs et des moyens alloués au travers de la convention cadre.

La Direction des collèges gère, avec la mission d'appui ressources humaines sur qui elle a une autorité fonctionnelle, les Adjoints Techniques Territoriaux des Établissements d'Enseignement (ATTEE) en poste dans les collèges. Elle exerce une autorité hiérarchique sur ces personnels (373 agents) et veille à la bonne exécution des missions d'accueil, d'hébergement et d'entretien des collèges.

Sa mission restauration prend en charge la sécurité alimentaire et la qualité nutritionnelle des repas servis aux collégiens. Elle est également support technique dans l'application des recommandations du groupe d'études des marchés de restauration collective de nutrition ainsi que dans la mise en place et le suivi du plan de maîtrise sanitaire de l'HACCP. Elle apporte son assistance dans l'organisation du travail des équipes, le choix des équipements de restauration (PPI cuisine), l'application de la loi Egalim (groupement de commande denrées alimentaire), la mise en place de la labellisation Ecocert et la gestion des situations de crise.

Elle est constituée de deux services :

- **le Service programmation et investissements des collèges ;**
- **le Service pilotage et vie des collèges.**

MISSIONS

➤ **Le Service programmation et investissements des collèges** est chargé de la programmation des travaux et des référentiels techniques, du numérique et des équipements mobiliers des collèges.

La Direction des collèges a également assuré le suivi des **187** projets inscrits par les 54 collèges publics et privés dans le cadre du premier budget participatif (2019 – 2021) suivant les 4 axes suivants : collège **numérique** ; collège **durable** ; collège **agréable** ; collège **sportif et artistique**.

Aux vues de la réussite du premier budget participatif, cette opération est reconduite pour les années 2022 – 2024 suivant les mêmes conditions de candidature et d'attribution.

▶ La Mission maîtrise d'ouvrage des collèges :

- assure le recueil des demandes de travaux des collèges publics hors cités mixtes. Les travaux non urgents font l'objet d'une programmation et tout au long de l'année scolaire, les demandes urgentes sont traitées dans le cadre des travaux non programmés avec la Direction des bâtiments et architecture ;
- gère l'enveloppe subventions pour petits travaux des collèges pour des interventions directes des collèges sur les sujets hors périmètre de la Direction des bâtiments et architecture ;
- organise une fois par an l'enquête pour les travaux programmés qui concerne les demandes d'aménagement plus conséquentes ;
- participe aux phases d'étude des opérations de réhabilitation ;
- gère les concessions des logements de fonction des établissements (arrêtés de concessions, travaux, états des lieux, etc...).

Les travaux dans les cités mixtes sont traités directement avec la Région au travers des réunions annuelles organisées dans chaque établissement.

▶ **La Mission numérique des collèges** a mis sur pied le lancement du Schéma Numérique des Collèges N°3 (2021 – 2024) dont l'orientation principale est un plan d'équipement numérique individuel pour un usage au collège et à la maison. Elle a la responsabilité de :

- l'acquisition d'un équipement numérique pour chaque collégien vaclusien scolarisé en collège public mais également en collège privé. Ce sont **30 103** élèves qui ont été concernés ;
- l'acquisition d'un équipement numérique pour leurs **2197** enseignants ;

- la mise en place du Wi-Fi dans tous les collèges publics. L'installation du wifi dans les 4 cités mixtes (Charles de Gaule, Frédéric Mistral, Jean-Henri Fabre et Joseph d'Arbaud) a été réalisée par la Région en vertu de la convention de main unique du 9 octobre 2017 ;
- La création d'un bouquet de services dans un Espace Numérique de Travail (ENT) étendu aux 54 collèges, offrant des services de gestion des établissements et donnant accès à des ressources pédagogiques permettant les échanges entre les élèves, les familles et les enseignants.

En parallèle, La Direction des collèges assure la gestion des interventions de premier niveau pour les dépannages informatiques dans les 41 collèges publics avec les 5 agents de l'équipe UNIC (Unité Numérique d'Intervention des Collèges) qui lui sont rattachés hiérarchiquement.

▶ **La Mission matériel et mobilier** a relancé l'ensemble des marchés venants à échéance (mobilier, outillage, petit matériel de cuisine) au 31 décembre 2021, en collaboration avec les directions concernées des autres pôles pour assurer auprès des collèges les demandes de renouvellement d'équipements et poursuivi le remplacement des gros matériels de cuisine.

➤ **Le Service pilotage et vie des collèges** assure la gestion financière, les actions d'accompagnement pédagogique et les aides aux collégiens (bourses départementales et aides à la demi-pension).

À ce titre, il accompagne les collèges dans leur fonctionnement en assurant :

- la préparation de la dotation de fonctionnement des collèges publics et le suivi financier ;
- le versement de subventions et aides financières spécifiques aux établissements ;
- la mise en place et le suivi réglementaire et de la politique tarifaire de restauration ;
- le contrôle de la légalité des actes des collèges publics ;
- la préparation du versement du forfait d'externat part matériel et part personnel des collèges privés et le suivi financier ainsi que l'aide à l'investissement.

Ce service pilote et met en œuvre les actions culturelles et civiques initiées par le Département à destination des collégiens (dans les domaines de la lecture, la culture, l'environnement et la citoyenneté notamment). Il soutient également les initiatives des établissements dans le cadre d'appels à projets.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Mise en œuvre du Schéma Numérique des Collèges n°3 (SNC3)

La mise à disposition d'équipement individuel inscrite dans le Schéma Numérique des Collèges n°3 s'est concrétisée en 2021 par la distribution de **14 000** PC hybrides à tous les élèves de 6ème des collèges publics et privés et à tous les élèves des collèges publics situés en réseau d'éducation prioritaire.



➤ Modernisation des 28 restaurants scolaires

2021 a été marqué par le début du plan pluriannuel d'investissement pour l'achat de gros équipements, de matériel, de mobilier de restauration dans les collèges publics. En tout **1,6 M €** seront investis sur 4 ans. Un audit préalable a été réalisé dans les établissements pour déterminer les achats à réaliser et moderniser les restaurants scolaires. En 2021, c'est plus de **500 000 €** qui ont été investis dans 28 restaurants scolaires.



➤ Mise en place d'un budget participatif des collèges 2020-2021 et 2022-2023

Le budget participatif a permis la réalisation de **137** projets dans les **41** collèges publics et **13** collèges privés pour un montant global de **1,6 M€**.

Ces projets relèvent de 4 thématiques proposées :

- collège numérique ;
- collège durable ;
- collège agréable ;
- collège sportif et artistique.

41% des projets concernaient l'amélioration du cadre de vie (collège agréable) et près de **24%** des projets avaient pour thématique le collège sportif et artistique (classe vélo, installation de table de ping-pong...).

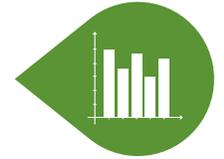
Fait marquant



Le déploiement massif de PC hybrides dans les collèges vauclusiens est un investissement pour réduire concrètement la fracture numérique du territoire.



Chiffres clés



➤ Fonctionnement des collèges

- **23 824** collégiens dans **41** collèges publics à la rentrée 2021 dont **2** collèges intégrés à une cité scolaire rattachée à la Région SUD
- **6 239** collégiens dans **13** collèges privés à la rentrée 2021
- **10 218 645 €** consacrés aux travaux de réhabilitation et de construction des collèges
- **Travaux d'entretien de maintenance des collèges :**
 - Investissement : **2 521 945 €**
 - Fonctionnement : **785 352 €**

➤ Restauration scolaire

- **1 350 623** repas servis

➤ Missions et gestion des agents techniques des collèges

- **424** agents départementaux répartis dans les collèges publics
- Les ATTEE représentent **12,7 %** des dépenses de personnel

➤ Aides financières aux collégiens

- **25 %** de collégiens bénéficiaires d'une bourse départementale
- **99 207 €** versés au titre de l'aide à la demi-pension

➤ Actions culturelles et civiques

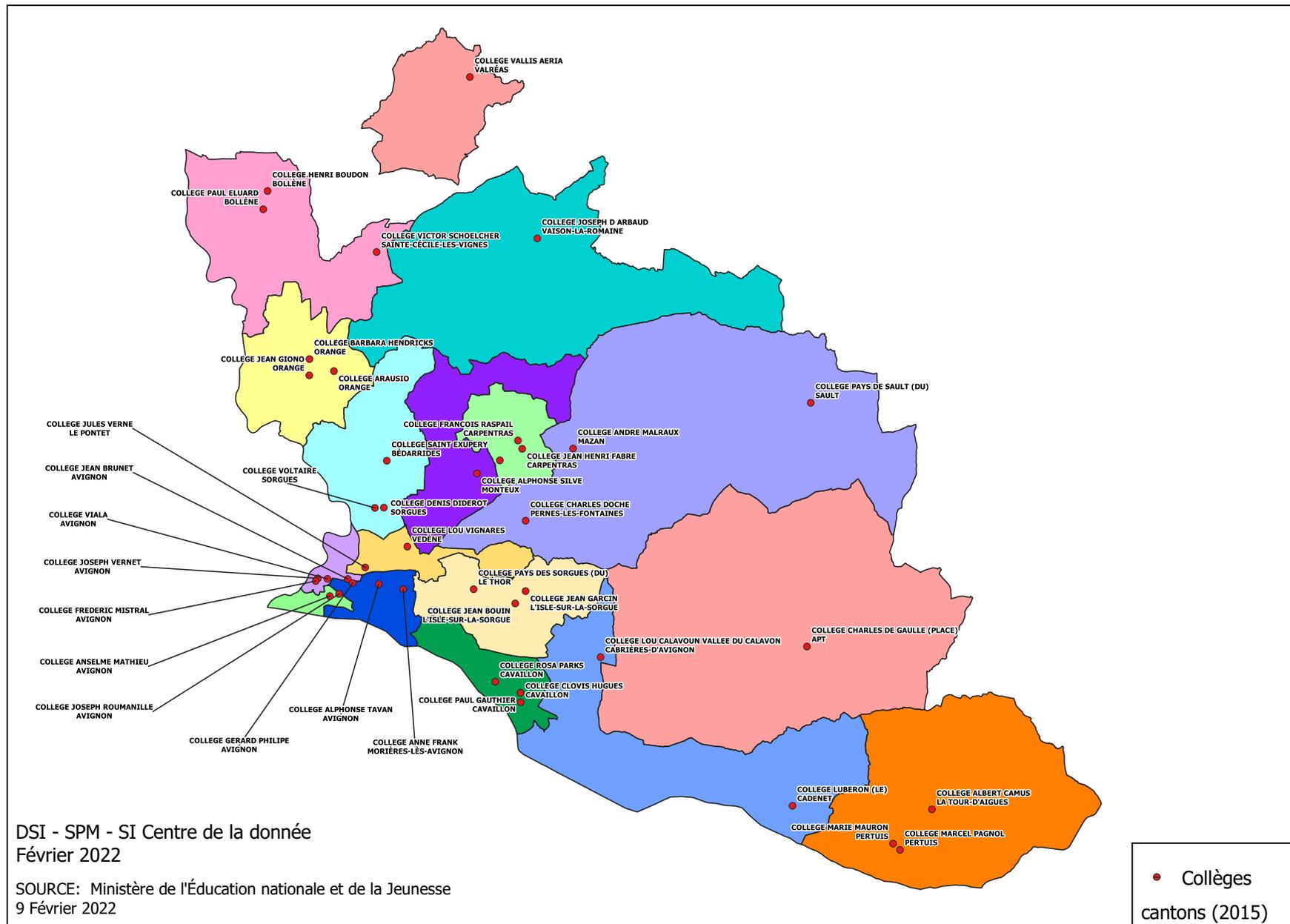
- **163 255 €** consacrés aux actions éducatives

Perspectives 2022

Le Département poursuit son engagement pour une restauration scolaire de qualité en proposant un groupement d'achats de denrées aux collèges et en les accompagnant pour l'obtention de la labellisation Ecocert.



CARTES DES COLLÈGES





DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DES SOLIDARITÉS TERRITORIALES

La Direction du développement et des solidarités territoriales regroupe les politiques publiques en matière d'aménagement et de développement territorial afin de favoriser la synergie et les transversalités, autour d'une seule entrée, celle des dynamiques territoriales.

Elle comprend quatre services :

- le Service aménagement de l'espace, agriculture, environnement ;
- le Service laboratoire départemental d'analyses ;
- le Service prospective, soutien aux territoires, Europe ;
- le Service attractivité et développement territorial.

MISSIONS

► **Le Service aménagement de l'espace, agriculture, environnement** assure le suivi des politiques départementales conduites en matière d'aménagement de l'espace, agriculture, environnement, habitat et énergie. Il est organisé autour de trois bureaux.

► **Le Bureau aménagement de l'espace - agriculture** est en charge de l'urbanisme, du foncier agricole et périurbain, des aides à l'agriculture et des dispositifs départementaux pour l'assainissement et l'eau potable. Il assure :

- le suivi des documents d'urbanisme et des installations classées ;
- l'animation des politiques foncières péri-urbaines et agricoles ;
- l'animation, l'accompagnement et l'amélioration du partenariat avec les acteurs institutionnels et le monde agricole ;
- pilote le projet alimentaire territorial à vocation sociale, en lien avec le pôle Solidarités ;
- l'instruction des demandes de subvention liées à l'agriculture ;
- le pilotage et/ou la gestion des dispositifs départementaux en faveur de l'hydraulique agricole et de l'eau potable ;



► **Le Bureau environnement** est en charge des domaines de l'eau et des rivières, des espaces naturels et paysages, de l'éducation à l'environnement. Il assure :

- l'assistance aux structures gestionnaires des bassins versants, le suivi des programmes d'études, de travaux d'aménagement et d'entretien des rivières et du plan Rhône (volet inondation et ressources - milieux naturels) ;
- le suivi de la qualité des eaux des rivières et des eaux souterraines ;
- la mise en œuvre du schéma départemental de la forêt et des espaces naturels ;
- l'élaboration avec les opérateurs locaux



des actions de protection et de valorisation des espaces naturels sensibles et des paysages, et des travaux de défense contre l'incendie ;

- le pilotage et l'animation du dispositif de promotion des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable ;
- l'instruction des demandes de subvention liées à l'éducation au territoire et au développement durable.

► **Le Bureau Habitat-énergie** est en charge de la politique locale de l'Habitat via le Plan Départemental de l'Habitat (PDH), le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD), les dispositifs d'aides à la pierre et en faveur du renouvellement urbain et de la lutte contre la précarité énergétique et le développement des énergies renouvelables au sein de l'habitat. Il assure :

- le pilotage et l'animation de la politique départementale de l'habitat hormis le Fonds de Solidarité Logement (FSL), géré par le Pôle Solidarités ;
- le suivi du schéma départemental des gens du voyage et le financement des aires d'accueil ;
- le soutien aux opérateurs locaux de l'habitat ;
- l'animation de la politique foncière en faveur de la production de logements ;
- le pilotage des dispositifs d'aides à la pierre pour la production et la rénovation de logements, de la lutte contre la précarité énergétique et du plan climat-air-énergie territorial ;
- le pilotage des programmes du Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE) et du Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME) ;
- le suivi des opérations de renouvellement urbain ;
- l'instruction des demandes de subvention liées à l'habitat et la rénovation énergétique des logements.



MISSIONS

➤ **Le Service laboratoire départemental d'analyses** veille à la sécurité sanitaire alimentaire, à la protection sanitaire du consommateur et l'épidémiologie des maladies animales auprès des communes, administrations, agriculteurs, industries, artisans, restauration, grande distribution, et particuliers. Il est composé de 3 bureaux et d'une mission support.



▶ **Le Bureau hygiène alimentaire** réalise des analyses dans le cadre d'autocontrôles à la demande (restauration, commerces, industriels agro-alimentaires) et pour les services de contrôle et d'inspection sanitaire.

▶ **Le Bureau relation clients** assure la prospection commerciale, l'organisation des prélèvements et collectes, les missions d'audits de formation et de conseil et le suivi administratif et financier des clients.

▶ **Le Bureau biologie vétérinaire** assure la surveillance des maladies réglementées (maladies réputées contagieuses et maladies à déclaration obligatoire), de l'antibiorésistance animale et de la faune sauvage.

▶ **La Mission support** en matière de qualité, métrologie et informatisation a en charge le système qualité, le suivi métrologique des matériels, l'actualisation des pratiques et le suivi des projets informatiques.

➤ **Le Service prospective, soutien aux territoires, Europe** anime des démarches prospectives en matière d'aménagement et de développement durable (Vaucluse 2025-2040, Agenda 21...), le partenariat avec l'Agence d'Urbanisme Rhône Avignon Vaucluse et le Conseil en Architecture Urbanisme, et Environnement (CAUE). Il assure le développement des coopérations territoriales telles que les Parcs Naturels Régionaux, et le suivi des projets de territoires des intercommunalités. Il a en charge la coordination des démarches partenariales territoriales, notamment le Contrat d'Avenir État-Région, le Plan Rhône et la CIMA, le programme Petites villes de demain et l'accompagnement des GAL pour les projets LEADER



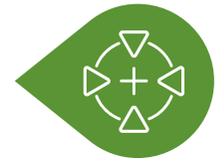
ainsi que le Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public.

Le service met en place des politiques d'aides à l'investissement en direction des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (contrat départemental de solidarité territoriale, FDACV, voirie communale...).

➤ **Le Service attractivité et développement territorial** a en charge l'aménagement numérique du territoire dont notamment le déploiement de la fibre optique via le délégataire de service public (Vaucluse numérique) et le déploiement de bornes WIFI Touristique sur le territoire, le développement du tourisme et de la promotion territoriale (en lien avec Vaucluse Provence Attractivité), le vélo (en lien avec le Pôle Aménagement qui porte la maîtrise d'ouvrage de certains itinéraires et équipements et le service des sports) et la mise en œuvre du Plan Départemental Itinéraires de Promenade et de Randonnée et du Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires. Il assure le suivi des grands projets structurants notamment inscrits au CPER (Université, port du Pontet, plateforme tri-modale de Courtine,...) et accompagne les intercommunalités dans leurs projets de zones d'activités et d'immobilier d'entreprises via le dispositif Ecoparc+ Vaucluse.



ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ **Projet Alimentaire Territorial (PAT) à vocation sociale et éducative**

Dans un contexte de crise sanitaire, le Département de Vaucluse a souhaité mettre en place dès octobre 2020 une expérimentation de distribution de paniers solidaires « Consommez le Vaucluse ». Ces colis solidaires sont constitués de produits agricoles 100% locaux qui varient chaque semaine et sont cultivés par les agriculteurs du réseau « En direct de nos fermes ». Ils sont sélectionnés par un marché à procédure adapté, via la plateforme « Agrilocal84 ». Depuis 2020, ce sont **5 928** paniers qui ont été distribués pour un montant total de **94 490€ TTC**. Cette action a été complétée par un accompagnement pédagogique dont la finalité est d'autonomiser les jeunes en précarité à la consommation de produits durables, locaux et de qualité.

➤ **Déploiement de la fibre optique pour un Vaucluse connecté**

Avec le Plan France Très Haut Débit lancé en 2013, le Gouvernement s'est engagé à ce que la fibre optique couvre l'ensemble du territoire d'ici 2025. Réduire les fractures numériques est un pilier incontournable de la relance actuelle. En Vaucluse, avec l'accélération des déploiements actée en 2017, l'ambition de fin de déploiement du Très Haut Débit en zone d'intervention publique (105 communes) est fixée à 2022, hors cas de blocages non imputables au délégataire (attente d'autorisation du propriétaire, travaux à réaliser par le propriétaire en domaine privé).

Le Département, a confié la conception, la réalisation et l'exploitation du réseau d'initiative publique Très haut débit à « Vaucluse Numérique » en 2011 via une délégation de service public de 25 ans. Vaucluse Numérique a retenu le constructeur « Axione Bouygues énergies et service » pour réaliser les travaux.

En zone d'intervention privée, les calendriers des conventions de programmation de suivi des déploiements FttH, conclus entre l'État et les opérateurs privés Orange et XpFibre, prévoient une fin de déploiement à horizon fin 2022. À fin 2021, les déploiements des 2 opérateurs privés ayant pris du retard, l'objectif 100% THD en Vaucluse ne sera pas atteint à fin 2022.

➤ **Amélioration de la performance énergétique des logements**

Le Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique « SARE » est un service public pour les ménages et les petites entreprises du tertiaire, financé pour moitié par les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) des fournisseurs d'énergie. Il vise à renforcer la dynamique de rénovation énergétique des bâtiments en impliquant l'ensemble des collectivités territoriales et les professionnels, et à assurer un parcours complet d'accompagnement avec une couverture complète du territoire.

Porté au niveau national par l'ADEME, il se déploie sur le territoire grâce à des porteurs associés et des espaces « France RENOV' ».

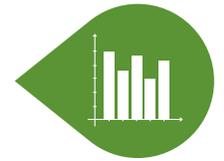
Depuis début 2021, le Conseil départemental est porteur associé du programme et a conventionné avec 3 structures la mise en œuvre sur le territoire départemental : l'ALTE, le CEDER, le PNRL ; celles-ci animent et mettent en œuvre les actions du programme.

Pour 2021, **6 550** actes d'accompagnement ont été réalisés et un appel de fonds CEE de **679 674 €** a été réalisé par le Département auprès des obligés.

Fait marquant



Le Département est devenu un partenaire majeur des 9 territoires labellisés « Petites Villes de demain », regroupant 15 communes. Il a conclu un partenariat avec la Banque des Territoires pour la gestion, par le Département, des crédits BDT destinés au cofinancement d'études nécessaires à l'élaboration et à la structuration des projets de revitalisation des centres villes de ces communes ; financement complétés par des fonds départementaux (dispositif d'aide à la structuration de projets de territoires). Les 1^{ères} conventions de partenariat ont été signées en décembre 2021.



Chiffres clés

➤ Soutien aux projets de territoire

- **188** contractualisations avec les territoires pour un montant de **6 325 242 €**
- Participation du CD au Parc Naturel du Luberon à hauteur de **414 892 €**
- Participation du CD au Syndicat Mixte du Mont Ventoux à hauteur de **316 000 €**

➤ Habitat - logement

▶ Aides à la personne

- **587** ménages accompagnés pour accéder à un logement autonome (Ateliers de recherche de logement)
- **205** ménages accompagnés dans la gestion de leur logement dans le cadre du programme SLIME

▶ Aides à la pierre

- **1 047 335 €** consacrés aux aides à la pierre

▶ Dispositif Départemental en faveur de la Sobriété Énergétique

- **344 978 €** consacrés à la rénovation thermique et à l'installation d'équipements fonctionnant aux énergies renouvelables
- **296** opérations de rénovation thermique de logements subventionnés
- **178** équipements des logements en dispositifs énergie renouvelable aidés

➤ Très haut débit

- **40 223** foyers raccordés à la fibre optique (FttH)
- **123 699** foyers du périmètre RIP fibre optique (FttH)
- **120 596** foyers raccordables au FttH

➤ Gestion des espaces naturels, forestiers et paysages

- **22** Espaces Naturels Sensibles (ENS) représentant **1 966** hectares dont **17** aménagés et ouverts au public
- **142 kms** de vélo routes et **89 kms** de voies vertes
- Actions foncières
 - **70** dossiers d'urbanisme instruits
 - **24** hectares de friche remis en culture Fonds aménagement foncier

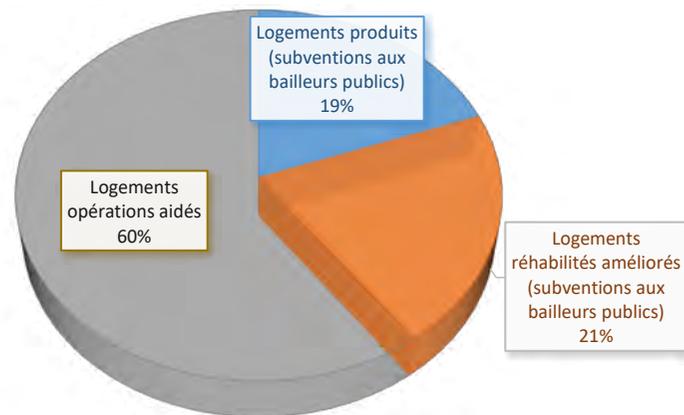
➤ Agriculture

- **12** jeunes agriculteurs soutenus pour un montant de **20 383 €**
- **349 250 €** subventionnés pour le développement de l'agro-écologie
- **80 150 €** subventionnés pour l'agritourisme et la valorisation du territoire et des produits

➤ Réseau d'irrigation et aménagement hydraulique

- SCP - Montant voté des travaux financés dans le cadre de la rétrocession : **5 500 000 €**
- Subventions d'équipement versées aux ASA, communes et syndicat pour l'hydraulique agricole : **1 617 966 €**
- Subventions d'équipement versées aux ASA, syndicat pour le développement rural : **1 375 633 €**

Production et rénovation de logements sociaux



➤ Gestion des cours d'eau

- **1 001 811 €** attribués aux Syndicats de bassin versant
- **35** points de suivi de la qualité de l'eau

➤ Attractivité territoriale tourisme

- **2 586 000 €** subventionnés à l'Agence d'Attractivité du Tourisme

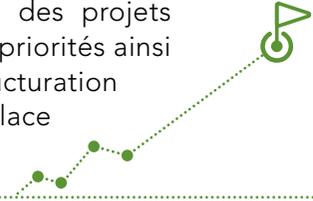
➤ Laboratoire départemental d'analyses

- **1 618 636 €** consacrés aux dépenses de fonctionnement
- **594 893 €** consacrés aux recettes
- Hygiène alimentaire : **1 058** structures collectées
- Biologie vétérinaire : **2 075** dossiers de recherches parasitologiques, bactériologiques, bactérioscopiques et sérologiques, autopsies et recherche de trichines

Perspectives 2022



La Stratégie d'irrigation, élaboré et co-construite avec les acteurs locaux depuis 2019, sera adoptée en avril 2022, présentant un diagnostic de l'irrigation Vauclusienne, l'identification des projets hydrauliques à horizon 2028, la définition d'objectifs, de priorités ainsi qu'un programme d'intervention du Département, la structuration d'un mode de gouvernance partenariale, et la mise en place d'un observatoire de l'irrigation en Vaucluse.





PÔLE SOLIDARITÉS

939
AGENTS

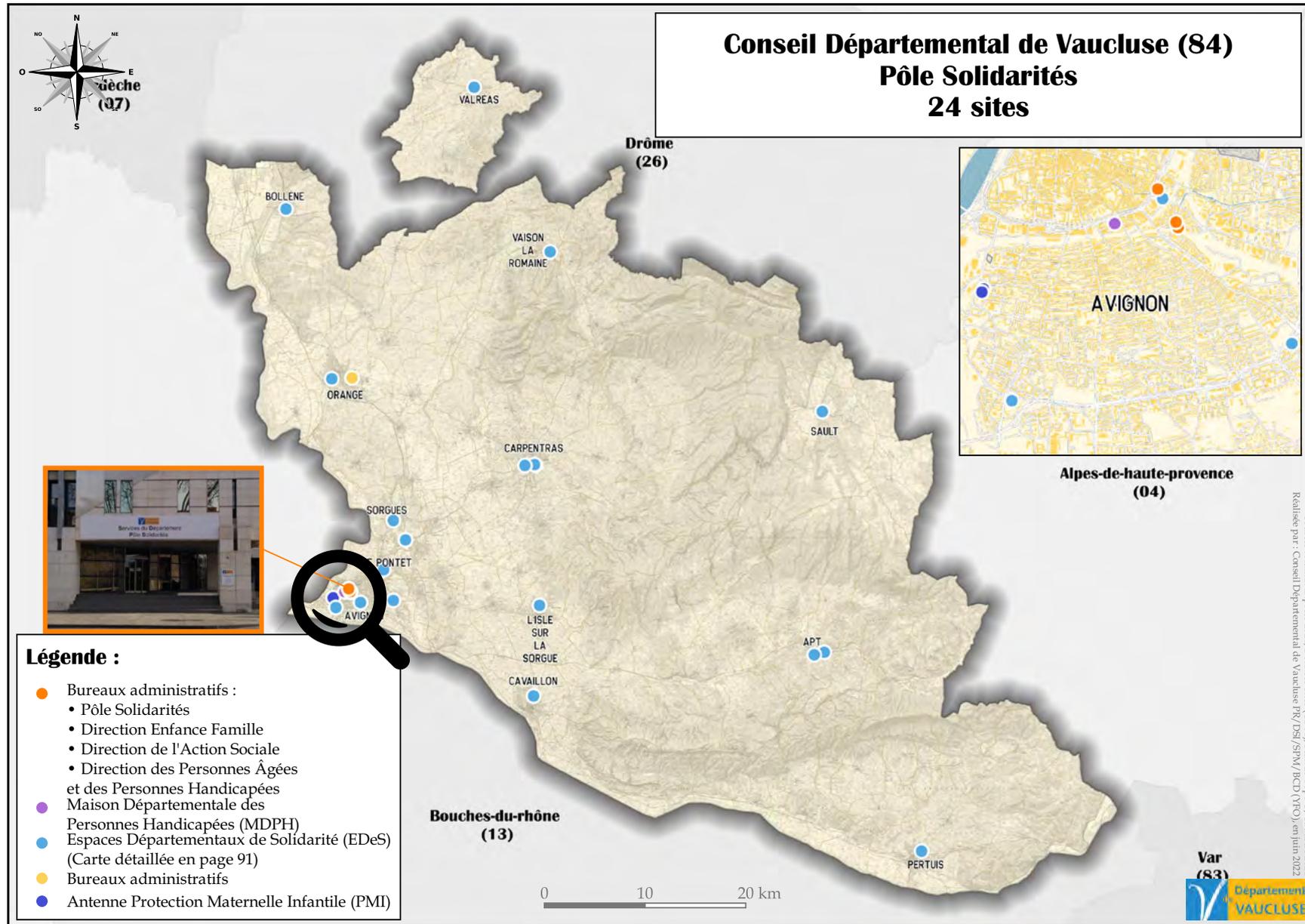
Il pilote les politiques publiques départementales relevant des directions de ce pôle : l'action sociale, l'enfance et la famille, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Il s'appuie sur deux relais en charge des missions ressources du Pôle, d'une mission de pilotage stratégique et d'un observatoire des Solidarités.

- **La Mission d'appui ressources humaines** assure, en interface avec la Direction des Ressources Humaines du Pôle Ressources, une mission d'expertise et garantit la mise en œuvre des procédures RH du secteur social et médico-social. Elle gère l'équipe départementale d'intervention sociale et le dispositif d'accompagnement à l'emploi.
- **La Mission d'appui ressources budgétaires et informatiques** assure, en interface avec la Direction des Finances du Pôle Ressources, les fonctions budgétaires et les fonctions comptables (hormis pour la Direction Enfance Famille qui gère la comptabilité) du Pôle Solidarités. Elle exerce également une mission d'accompagnement en matière d'applicatifs métiers en interface avec la Direction des systèmes d'information du Pôle Ressources pour l'ensemble des directions du Pôle Solidarités et en prestation de service pour la Direction de l'insertion, de l'emploi, des sports et de la citoyenneté du Pôle Développement.
- **La Mission de pilotage stratégique** assure une fonction de veille et d'évaluation du processus organisationnel et d'accompagnement au changement ainsi que les projets juridiques et archivage du pôle.
- **L'Observatoire départemental des solidarités** comprenant l'Observatoire Départemental de Protection de l'Enfance (ODPE), assure le recueil des données et l'analyse des évolutions à moyen et long terme des besoins des populations cibles des politiques du Pôle Solidarités.



LOCALISATION DES SITES



Sources : Adm'Express 2021, Données Sites (QDS), Scan 25 topo @ Cadastre 2021
 Réalisée par : Conseil Départemental de Vaucluse PR/DS/SPM/BCD (VRO) en juin 2022





562
AGENTS

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE

La direction de l'Action Sociale pilote la mise en œuvre de la politique d'action sociale sur l'ensemble du Département.

MISSIONS

Elle est composée de 6 Territoires d'Intervention Médico-Sociale (TIMS) et de 16 Espaces Départementaux de Solidarités (EDeS) et de deux antennes, d'un service, d'un relais logistique et d'un conseil technique en travail social.

- **6 Territoires d'Intervention Médico-Sociale (TIMS)** constituent un bassin de vie pour la population vaclusienne. Ils sont organisés autour de lieux d'accueil du public, appelés Espaces Départementaux de Solidarités (EDeS) et permettent un accueil inconditionnel, de proximité, pour tous les publics du service social départemental.
- **16 Espaces Départementaux de Solidarités (EDeS) et 2 antennes** offrent des services de proximité à disposition du public et d'un territoire. Ils sont constitués d'équipes pluridisciplinaires et regroupent les missions d'accueil et d'accompagnement des publics en difficultés sociales, la protection maternelle et infantile (PMI), la prévention en faveur des familles, l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), la prévention des exclusions.
- **Le service prévention des exclusions et du développement social local** assure en lien avec les TIMS, l'accompagnement des personnes au titre du Fonds Départemental Unique Solidarité Logement (FDUSL), l'animation du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ), le suivi et la coordination des politiques contractuelles au titre des contrats de villes dans une logique de développement du partenariat.
- **Le relais logistique territorial** contribue au bon fonctionnement logistique des services du pôle solidarités et suit en lien avec la DBA les projets de construction et réhabilitation des bâtiments abritant les services du pôle solidarités..
- **Le conseil technique en organisation du travail**, garant de la cohérence départementale, contribue aux principes de mise en œuvre des organisations du pôle solidarités.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Les EDeS, réseau de lieux d'accueil pluridisciplinaire et de proximité



Plaquette EDeS disponible sur www.vaucluse.fr

À travers ses 18 structures réparties sur tout le territoire et l'ensemble des permanences effectuées dans les communes et les centres sociaux, les personnes reçues bénéficient d'un premier accueil et d'un accompagnement au titre d'une prise en charge personnalisée et globalisée de la personne.

Ces actions d'inclusion et de citoyenneté, de développement de l'accès à l'emploi pour les plus démunis, de la promotion de la qualité de vie des Vauclusiens, de soutien à l'innovation et l'expérimentation sur les TIMS et d'accompagnement de l'intergénérationnalité se poursuivent grâce à l'engagement des partenaires institutionnels et associatifs.

➤ Une politique plus juste de prévention des exclusions avec la mobilisation du Fonds Départemental Unique Solidarité Logement (FDUSL)

Le Fonds de Solidarité au Logement a plus que jamais assuré un rôle d'amortisseur des difficultés rencontrées par les vauclusiens. Dans le cadre de la Convention de Lutte contre la Pauvreté, une fiche action a été dédiée à la mise en place d'une

➤ Opération « paniers solidaires – consommez le Vaucluse » pour les jeunes vauclusiens

L'expérimentation de cette opération qui s'est concrétisée en 2021 a permis à de jeunes vauclusiens de 16 à 25 ans identifiés par les 4 missions locales du Département et partenaires de l'action, de se voir attribuer des paniers solidaires contenant des fruits et des légumes produits par le Vaucluse. Pour beaucoup, cette action leur a permis de faire face à une urgence alimentaire.



Fait marquant



Territoire d'Intervention Médico-Social (TIMS) Luberon

La construction de l'EDeS d'Apt a démarré. Ce bâtiment moderne et éco-responsable de 1 200 m² est construit sur un terrain de 3 050 m². Il s'inscrit dans une démarche environnementale visant à proposer un bâtiment confortable, sain, performant énergétiquement et économe à l'usage, par l'utilisation principale d'un matériau écologique, le bois, mais aussi la végétation pour former un filtre naturel entre la façade du bâtiment et le domaine public.

Chiffres clés



➤ Inclusion numérique

- **4** Assistants en Démarche Administratives et Numériques (ADAN)
- **2 379** personnes en fracture numérique accompagnées.

➤ Interventions sociales

- **232 384** personnes accueillies
- **2 679 881 €** consacrés aux aides financières accordées
- **22 032 €** consacrés aux dépenses de fonctionnement des TIMS

➤ Aide au logement

- **1 179 537€** consacrés au Fonds Départemental Unique Solidarité Logement (FDUSL)

➤ Aide aux jeunes

- **382 320 €** consacrés à 864 jeunes bénéficiaires du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Perspectives 2022



L'année 2022 sera l'année de l'élaboration d'une réflexion sur l'accompagnement des publics et l'émergence des projets de territoires à l'échelle des TIMS.



CARTES DES EDES





150
AGENTS

DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

La Direction de l'enfance et de la famille pilote les politiques publiques en faveur de l'enfance et de la famille au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) et de l'administration Ad'hoc.

MISSIONS

Elle comprend cinq services.

- **Le Service modes d'accueil** assure l'intégralité de la gestion et de l'encadrement professionnel des assistants familiaux du Département et la gestion centralisée des demandes d'accueil des enfants de l'ASE.
- **Le Service tarification** contrôle comptabilité assure la tarification, les contrôles budgétaires de l'ensemble des structures d'accueil de l'Enfance, le suivi des projets d'établissements et services et gère la comptabilité de l'ASE et de la PMI.
- **Le Service adoption agrément familial** assure la gestion des missions d'adoption et l'agrément des assistants familiaux.
- **Le Service enfants adultes vulnérables** gère l'Antenne de Liaison Enfance en Danger (ALED), la cellule de recueil des Informations Préoccupantes (IP) et la cellule adultes vulnérables. Il assure l'entrée et la prise en charge à l'ASE des Mineurs Non Accompagnés (MNA) et exerce la représentation judiciaire et l'accompagnement de mineurs victimes.
- **Le Service départemental Protection Maternelle et Infantile Santé** assure le pilotage départemental des actions menées par les professionnels intervenant sur les EDeS, pour promouvoir la santé de la mère et de l'enfant de 0 à 6 ans.
- **Il soutient la parentalité dans les périodes de vulnérabilité** que sont la grossesse et la petite enfance. Il est garant des modes d'accueil individuels et collectifs des enfants de moins de six ans, et organise la Commission Consultative Paritaire Départementale des assistants maternels et familiaux (CCPD).
- **Les responsables territoriaux ASE** assurent au plan local, les missions relevant de l'ASE conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles et sont garants de leurs mises en œuvre.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ L'adaptation de l'offre d'accueil au public confronté au handicap

Une unité spécialisée pour l'accueil de 4 enfants polyhandicapés et confiés à l'ASE a été créée grâce aux fonds émanant de l'Agence Régionale de la Santé (ARS). Ce projet est en cours d'ingénierie. Ces mineurs polyhandicapés non autonomes sans solution adaptée en raison de l'absence de places IME 365 jours en Vaucluse sont confiés à l'ASE, leurs parents n'étant pas en capacité de les héberger ne serait-ce que le WE et les vacances scolaires.

➤ Le développement des actions de prévention en faveur de la parentalité

De multiples actions en périnatalité ont été mises en place :

- Appel à projet CPAM « Prévention des addictions en période périnatale » ;
- Contribution aux actions engagées par le groupe départemental « alcool et grossesse » ; (Appel à projet ARS)
- Participation à la journée de psy périnatalité « Développer le travail en réseau sur le département » ;
- Mise en place d'actions sur 3 TMS pour « prévenir les inégalités de développement du langage et soutien à la parentalité par la lecture et l'utilisation du livre chez les très jeunes enfants ».

➤ La création d'une prestation éducative et soins avec le dispositif RESADOS



Le dispositif RESADOS repose sur la création d'une structure d'accueil, d'accompagnement et/ou d'hébergement des adolescents les plus en souffrance et en difficulté, en proposant notamment une prise en charge coordonnée éducative et thérapeutique fondée sur un travail en réseau. L'objectif est de conforter l'accueil et l'accompagnement des adolescents, de clarifier la problématique adolescente par un travail de mise en commun d'expériences entre les intervenants de l'éducatif et ceux du soin, et de favoriser le travail en réseau. Ce dispositif sera opérationnel d'ici avril 2022.

Fait marquant



Le succès de la réponse faite à l'appel à projets de la CPAM a permis de développer une stratégie de prévention des consommations à risque auprès des jeunes mamans mais également des adolescents confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Chiffres clés



➤ Aide Sociale à l'Enfance

- **1 313** enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance au 31/12 dont **179** Mineurs Non Accompagnés
- Adoption :
 - **2** pupilles de l'État confiées en vue d'adoption
 - **16** agréments délivrés pour les candidats à l'adoption

➤ Protection Maternelle Infantile – santé

- **1 222** consultations prénatales
- **11 932** enfants reçus en consultations médicales (impact crise sanitaire)
- **1 923** assistants maternels agréés au 31/12

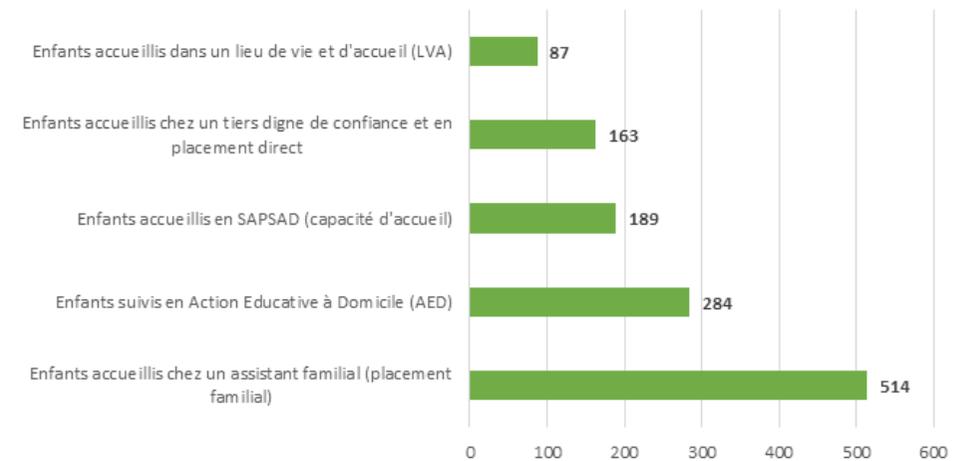
➤ Informations Préoccupantes (IP)

- **1 505** Informations Préoccupantes concernant les enfants et **350** concernant les adultes vulnérables sont traitées par ALED (Antenne de Liaison Enfance en Danger)

➤ Tarification et contrôle des établissements

- **85** visites et rencontres réalisées
- **45** procédures tarifaires conduites

Situation des enfants confiés à l'ASE en 2021



Perspectives 2022

Dans le cadre de l'élaboration du nouveau Schéma Enfance Famille, il est prévu la création d'une plateforme d'orientation pour les mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.





100
AGENTS

DIRECTION DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES

La Direction des personnes âgées et des personnes handicapées a en charge l'accueil, l'information, l'orientation, l'évaluation, l'accompagnement et l'instruction des droits des personnes en perte d'autonomie et de leurs familles. Elle assure également le maintien en autonomie à domicile des personnes. Elle garantit le cadre juridique et assure l'ingénierie de projet. Elle autorise et tarifie les établissements et services du secteur des personnes âgées et des personnes handicapées.

MISSIONS

Elle s'articule autour de trois services, une mission d'ingénierie et un pool de médecins.

- **Le Service prestations** est responsable de l'instruction administrative, du versement et du suivi des prestations en direction des PAPH. Il organise le suivi de l'obligation alimentaire et procède à la saisine du Juge aux Affaires Familiales (JAF). Il traite l'ensemble des recours relatifs aux successions et assure le contrôle d'effectivité des prestations.
- **Le Service tarification contrôle** assure le suivi annuel des établissements et services PAPH dans le cadre de la tarification, du contrôle, de la clôture des comptes. Il assure la programmation et l'autorisation des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS).
- **Le Service évaluation et accompagnement** assure l'évaluation médico-sociale du besoin de compensation pour les publics en perte d'autonomie. Il coordonne ses actions avec celles des partenaires institutionnels concernés par l'évaluation médico-sociale du besoin de compensation.

Il assure l'accompagnement du public en perte d'autonomie et la prévention de la perte d'autonomie. Ce service intervient sur l'ensemble du département au sein des EDeS.

- **La Mission ingénierie projet** assure le pilotage de projets en lien avec les orientations définies dans le cadre du Schéma Départemental de l'autonomie.
- **Le pool des médecins coordonnateurs de l'évaluation** est une ressource technique dans le domaine de la prévention et du traitement de la perte d'autonomie.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Les offres de Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)

Afin d'améliorer l'attractivité du secteur, des offres de service et des actions ont été mises en place :

- diagnostic de l'offre départementale d'aide à domicile lancé par le Département en 2021;
- révision des grilles salariales pour le secteur associatif au 1er octobre avec une compensation du Département de **619 020 €** ;
- Renouvellement des 3 contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens des SAAD ;
- mise en œuvre de la convention signée avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour la professionnalisation et la modernisation des SAAD avec un soutien du Département de **201 070 €** aux porteurs de projets ;
- réalisation de travaux préparatoires à la mise en place d'un tarif plancher national au 1^{er} janvier 2022.

➤ Le développement et la promotion de l'accueil familial

Le Département a consacré **198 630 €** pour soutenir les actions innovantes, portées par les acteurs locaux. Ces actions permettent de rechercher et d'expérimenter de nouveaux types de prise en charge, décloisonnées, pour répondre aux besoins de publics spécifiques (personnes handicapées vieillissantes, jeunes en sortie d'institut médico-éducatif et en attente d'un projet professionnel) ou des attentes nouvelles des personnes âgées, en situation de handicap et de leurs aidants : balluchonnage (solutions de répit pour les aidants familiaux), plateformes de service...

➤ Le développement de l'habitat inclusif

Le Département poursuit son engagement avec un rôle d'incubateur de projets depuis fin 2019 permettant le soutien financier à l'ingénierie de projets et des conseils techniques. Les résultats sont d'ores et déjà probants puisque le Vaucluse compte désormais 11 projets identifiés à destination des personnes âgées ou en situation de handicap.

En instruisant et en décidant, au sein de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, des projets conventionnés pour l'octroi du forfait habitat inclusif versé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) sont ainsi mis en place.

Le Département a aussi en 2021 répondu favorablement à la proposition de la CNSA de s'inscrire dans l'expérimentation de l'aide à la vie partagée à compter de 2022 et a marqué une affirmation forte de pouvoir disposer sur le territoire de logements intermédiaires permettant de maintenir et développer la capacité à vivre de manière autonome des personnes âgées et en situation de handicap.

Fait marquant



Il a été procédé à un changement des logiciels métiers avec déploiement de GENESIS pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie.

Chiffres clés



➤ Personnes âgées

- **6 875** personnes âgées bénéficiaires d'une Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile
- **4 716** bénéficiaires de l'APA en Etablissement
- Montant consacré à l'APA :
 - À domicile : **28 732 111 €** ;
 - En établissement : **19 111 788 €**.

➤ Personnes handicapées

- **1 963** personnes adultes et **181** enfants bénéficiaires d'une Prestation de Compensation du Handicap (PCH)
- Montant consacré à la PCH : **16 932 291 €**

➤ Adultes vulnérables

- **78** Évaluations adultes vulnérables Personnes Agées et Personnes Handicapées

➤ Tarification et contrôle des établissements

- **91** établissements pour personnes âgées : **5 783** places autorisées
- **67** établissements pour personnes handicapées : **1 407** places autorisées
- **362** arrêtés de tarification produits soit 49 % de plus qu'en 2020 (augmentation liée à la mise en place de la dotation globale ASH pour les EHPAD et Unités Soins Longue Durée)

Perspectives 2022

Courant 2022, la DPAPH intégrera, avec la MDPH, la Direction de l'autonomie qui aura notamment pour projet d'envergure le lancement des travaux préparatoires du Schéma départemental de l'Autonomie 2023-2028.



49
AGENTS

MAISON DÉPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPÉES

La Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) exerce une mission d'accueil, d'information, d'accompagnement et de conseil auprès des personnes handicapées et de leur famille, ainsi que de sensibilisation de tous les citoyens au handicap.

MISSIONS

Elle est constituée de trois missions et d'un relais accueil.

- **La Mission équipe pluridisciplinaire médico-sociale** met en œuvre l'évaluation pluridisciplinaire et globale des demandes individuelles de compensation du handicap.
- **La Mission gestion administrative, juridique et financière** assure la gestion administrative, financière, juridique et statistique de la MDPH.
- **La Mission instruction de la commission des droits pour l'autonomie des personnes handicapées** prend les décisions relatives au soutien à domicile, à l'accueil en établissement, aux orientations scolaires, à l'insertion professionnelle. Elle notifie l'attribution des droits et prestations.
- **Le relais accueil handicap** assure une information globale sur les dispositifs, l'orientation, la vérification de la complétude des demandes déposées et apporte une aide à l'élaboration des projets de vie. Ce relais intervient auprès de la MDPH et des EDeS hors Avignon.

ZOOM SUR 3 ACTIONS MAJEURES 2021



➤ Participation de la MDPH aux Commissions Inter institutionnelles pour Adolescents Difficiles (CIAD)

La MDPH participe aux Commissions Interinstitutionnelles pour Adolescents Difficile (CIAD) abordant des situations critiques d'enfants relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance, en situation de handicap ou non. En articulation avec la Direction enfance famille, elle apporte une vision exhaustive des problématiques et des situations complexes dans leur aspect pluridisciplinaire, permettant ainsi la co-construction de réponse.

➤ Accompagnement des personnes handicapées par le Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)

La MDPH a signé une convention avec le Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE). Cette structure permet de prévenir les ruptures de parcours, à tout âge, en organisant un accompagnement adapté aux besoins des personnes, quel que soit leur handicap, par la mobilisation collective des professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux. Elle a intégré l'Équipe Pluridisciplinaire « vie scolaire » en charge de l'évaluation, ce qui permet à l'équipe évaluatrice de la MDPH d'enrichir ses compétences avec ce partenaire spécialisé dans l'accompagnement des situations complexes tout en coordonnant les différents intervenants autour de la personne.

➤ De nouvelles perspectives de scolarisation pour les enfants autistes

La MDPH assiste au comité de pilotage des Unités d'Enseignement Élémentaire Autisme (UEEA) et des Unités d'Enseignement en Maternelle Autisme (UEMA) en lien avec l'Education nationale et l'Agence Régionale de la Santé (ARS), lui permettant ainsi de mieux connaître les dispositifs gérés par l'Education Nationale afin de pouvoir apporter des réponses mieux adaptées aux besoins.

Fait marquant



Il a été procédé au déploiement du Système Informatique national de la MDPH.

Chiffres clés



➤ Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH)

- **379** demandes accordées pour une orientation vers les Établissements Sociaux et Médico-Sociaux type Foyers d'Accueil Médicalisé (FAM), Foyers de Vie (FV), Foyers d'Hébergement (FH)
- **722** demandes accordées pour une orientation vers les Établissements Sociaux et Médico-Sociaux type Services d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS), Services d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH)
- **52** accords ACTP (Allocation Compensatrice pour Tierce Personne)
- **978** accords PCH (Prestation de Compensation du Handicap) adultes
- **2 059 090 €** versés au titre de la PCH adultes
- **128** accords PCH enfants
- **14 873 202 €** versés au titre de la PCH enfants

➤ Accueil

- **10 036** personnes accueillies physiquement malgré le contexte de crise sanitaire

➤ Contentieux

- **477** décisions sur recours contentieux

Perspectives 2022

Courant 2022, la MDPH intègrera, avec la DPAPH, la Direction de l'autonomie qui aura notamment pour projet d'envergure le lancement des travaux préparatoires du Schéma départemental de l'Autonomie 2023-2028.





Conseil départemental de Vaucluse

Rue Viala, CS 60516
84909 Avignon cedex 9
04 90 16 15 00
contact@vaucluse.fr
www.vaucluse.fr

